

LA CRISE GRÉCO-TURQUE

M. Caramanlis se dit prêt à rencontrer M. Ecevit

LIRE PAGE 6

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.60 F

Algérie, 1,30 F; Arabie, 1,40 F; Belgique, 1,30 F; Brésil, 1,30 F; Canada, 1,30 F; Danemark, 1,30 F; Espagne, 1,30 F; États-Unis, 1,30 F; France, 1,30 F; Grèce, 1,30 F; Italie, 1,30 F; Japon, 1,30 F; Liban, 1,30 F; Luxembourg, 1,30 F; Maroc, 1,30 F; Mexique, 1,30 F; Pays-Bas, 1,30 F; Portugal, 1,30 F; Royaume-Uni, 1,30 F; Suisse, 1,30 F; Tunisie, 1,30 F; Turquie, 1,30 F; Yougoslavie, 1,30 F.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## M. Sadate à Washington

Les Américains, qui de l'avis même de M. Sadate détiennent l'essentiel des clés d'un règlement au Proche-Orient, avaient une occasion de préciser leurs intentions au cours de la visite du raïs à Washington qui s'est achevée mercredi. Ils l'ont fait en maintenant soigneusement un nombre d'ambiguïtés : est le président égyptien prêt à renoncer à son rôle de médiateur ? Est-ce qu'il n'aurait pas plutôt l'intention de pousser Israël à accepter une pression significative des États-Unis sur Israël, il trouve dans quelques éléments réconfortants dans le bilan de sa visite. La déception concerne surtout les achats d'armes, puisque la déclaration publiée par la Maison Blanche ne souffle mot des demandes égyptiennes. Le président américain ne prendra pas de décision sur ce point avant un mois ou deux semaines. Dominant néanmoins quelques satisfactions à son hôte, M. Carter a accepté de répéter, dans le communiqué que le problème du Moyen-Orient devra être réglé dans ses aspects, et prendre en compte les droits légitimes d'un peuple appelé à participer à la définition de son avenir. Le Washington devra trouver un autre langage pour amener Jérusalem à signer la déclaration de l'État à Jérusalem, chargé des affaires du Proche-Orient, M. Atherton, va tenter à nouveau de susciter. Le fait que la position américaine soit ainsi réaffirmée, en accord avec l'Égypte, peut s'apparenter à une pression diplomatique sur Jérusalem. Il est en fait le même de la précision selon laquelle le retrait israélien de « territoires occupés en 1967 » devra être réciproque à tous les fronts du conflit. M. Carter ne va pas jusqu'à dire, comme il le faisait encore au printemps dernier, que seuls des « rectifications mineures » des frontières de 1967 seront acceptables. En revanche, l'affaire des colonies juives dans les territoires occupés donne lieu à un nouvel écartement, formulé sur un ton levé. Mais si bienvenu qu'il soit pour M. Sadate, cet avertissement laisse subsister quelques réserves. M. Carter se garde de dire que les colonies existantes croient être démantelées. La déclaration ne brandit la menace d'aucune sanction en cas de l'implantation de nouvelles colonies dans les territoires occupés. M. Sadate, en déclarant, presque d'entrée de jeu, que les « États-Unis » resteront fidèles à leurs engagements historiques en faveur de la sécurité d'Israël, ce texte laisse entendre que les besoins de l'État juif en armes resteront assurés, quoi qu'il arrive. M. Begin, dans ces conditions, est en droit de considérer le différend sur les colonies comme un « usage passager, survenant après bien d'autres, dans les relations entre son pays et Washington, et ne poursuivant sans trop s'inquiéter du politique de « colonies rampantes ».

En définitive, la position américaine apparaît plus paradoxale encore qu'au printemps. D'une part, les États-Unis, devant la quasi-absence des négociations israélo-égyptiennes, sont conduits à jouer un rôle de plus en plus important dans le processus engagé, alors que la visite de M. Sadate à Jérusalem avait eu pour effet de réduire leur influence. D'autre part, Washington observe toujours une prudence extrême quand il s'agit de discuter les positions israéliennes, et se refuse même à envisager d'utiliser les nombreux leviers à sa disposition pour imposer son point de vue. Cette impuissance a été masquée, en fait, par l'accueil exceptionnellement chaleureux réservé au président égyptien, assuré de la « profonde admiration » de M. Carter. M. Sadate a été sensible à cette atmosphère, rappelant qu'il était arrivé « déprimé et découragé » et qu'il parlait « avec beaucoup plus de persévérance pour parvenir à la paix ». Une paix qui n'a pas pris de cantons beaucoup plus précis à l'issue du séjour du raïs à Washington.

(Lire nos informations page 4.)

## LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ET SES PROLONGEMENTS MONÉTAIRES

### Communistes et socialistes ne négocieront qu'après le 19 mars

Le P.S. n'exclut pas cependant une « déclaration commune » entre les deux tours

Dans « l'Humanité » du jeudi 9 février, M. René Andrieu apprécie comme « une fin de non-recevoir » aux demandes du P.C.F. la proposition formulée, mercredi, par le comité directeur du parti socialiste, et qui subordonne la reprise des contacts entre les deux formations à un accord sur les désistements réciproques pour le second tour des élections. Le rédacteur en chef de l'organe centrale du parti communiste considère que la « discipline républicaine », à laquelle se réfèrent M. Mitterrand et son parti, est une « notion » qui doit être « reléguée au musée de l'Histoire ». Au sein de la majorité sortante, M. Jacques Chirac, président du R.P.R., se démarque totalement de l'Union pour la démocratie française, récemment constituée par les formations non gaullistes. Il classe l'U.D.F. à droite et la présente comme dominée par M. Servan-Schreiber, président du parti radical, qu'il traite naguère de « turpitude ». La persistance de sérieuses divergences au sein des deux camps qui se disputent les suffrages le 12 et le 19 mars semble ne pas affecter profondément le corps électoral et ne pas modifier de façon importante les intentions de vote. Selon un sondage « Figaro-Sofres » réalisé entre le 1<sup>er</sup> et le 3 février, l'opposition recueille 50 % des suffrages contre 45 % à la majorité (au lieu de 51 % contre 44 % en janvier). D'après une enquête menée par Publitéris les 2 et 3 février et publiée par « l'Aurore », le score de l'opposition s'établit à 47 % au lieu de 48 % le mois précédent et celui de la majorité à 45 % au lieu de 44 %.

Il n'y aura pas entre les deux camps qui se disputent les suffrages le 12 et le 19 mars, car ils verraient alors foirer leur électorat.

M. François Mitterrand s'était déjà expliqué sur ce point il y a trois mois devant son comité directeur. Le premier secrétaire, se situant dans une perspective historique, avait indiqué que les socialistes devaient accepter l'éventualité de rassembler lors du premier tour quelque sept millions de suffrages et de se retrouver qu'avec quatre-vingt-dix députés à l'Assemblée nationale. Il est convaincu que si le P.C.F. prend la responsabilité d'une telle situation, il en sobira le contre-coup rapidement et qu'il le paiera très cher dans l'opinion de gauche. Le courant socialiste aurait sans doute, de ce fait, l'occasion de devenir démocratique à gauche, ce qui modifierait en profondeur le jeu politique français.

### AU JOUR LE JOUR DANSE MACABRE

Du R.P.R. au P.C.F., ils sont d'accord sur un point : la France ira en Argentine disputer la Coupe du monde de football. L'Hexagone n'est pas coupé en deux à Buenos-Aires. C'est déjà ça. On se sait : les officines de torture jouent les stades. On imagine une danse macabre pour notre temps. Ce ballon qui roule, c'est le crâne d'un supplicié. Du tibia, il pourrait y en avoir en veux-tu en voilà. Passons... Un goal se dit gardien de but en bon français. En anglais, shooter, c'est tirer. Langage de policiers et de tueurs. En la circonstance, n'est-il pas approprié ? Ne dites pas : le Videla vide-le. C'est mal élevé. Il y aura, par « Onze » interposés, les nations victorieuses et les nations vaincues. Telle est la règle. La dictature saïra la balle au bond. C'est beau, le sport !

XAVIER GRALL.

### Le franc se redresse tandis que se développe la polémique sur la spéculation

Alors que le franc continuait jeudi matin à améliorer légèrement ses positions — on cotait le dollar 4,87 F et le deutschemark 2,3070 F, — les propos tenus par M. François Mitterrand, qui a reproché au gouvernement de « ne pas avoir fait son devoir », ont relancé la polémique sur la spéculation contre la monnaie nationale. M. Fabre n'en est pas, lui aussi, aux spéculations, tandis que M. Boulin qualifie d'« imprudentes » les déclarations du leader socialiste. Le redressement du franc n'est poursuivi jeudi matin, mais les autorités monétaires restent sur le qui-vive puisqu'elles ne se hasardent pas à déterminer les conditions du marché monétaire. Le franc est « normalement » faible, un écart de 2 % est jugé suffisant pour maintenir à peu près en équilibre le marché. Par la comparaison de ces chiffres, on peut se faire une idée du degré de tension qui persiste, à condition d'avoir aussi à l'esprit que l'attaque dont le franc a fait l'objet du 1<sup>er</sup> au 6 février a obligé le gouvernement à reculer ses lignes de défense. Le franc est aujourd'hui jugé en meilleure posture quand le dollar est coté à Paris au-dessous de 4,90 F — 4,87 F jeudi matin — alors qu'il valait 4,74 F il y a un peu plus d'une semaine. Le deutschemark se traitait jeudi matin à 2,3070, après être monté au plus fort de la crise jusqu'à 2,35 F, mais le 1<sup>er</sup> février, on en était encore à 2,26 F. Quant au franc suisse, qui oscillait il y a huit jours, autour de 2,40 F, il fluctue maintenant autour de 2,50 F. Jeudi matin, il était « tombé » à 2,48 F. Le « décrochage » est donc net. PAUL FABRA. (Lire la suite page 31.)

### Restituer le pouvoir aux Français

par ROBERT FABRE (\*)

Un nouveau projet de société, c'est essentiellement, sur le plan économique, un nouveau modèle de consommation, et, dans ce cadre, la volonté d'engager une nouvelle répartition de la richesse nationale. C'est aussi une volonté de concertation associant toutes les catégories sociales, qui rend le pouvoir à chaque Français et prévient, une fois définies les grandes lignes, un contrôle démocratique substantiel sur le mise en œuvre. Mise en œuvre (\*) Député de l'Avignon, président du Mouvement des radicaux de gauche.

### La femme d'Harpagon

Fallait-il réunir soixante-et-onze femmes féminines pensantes pour élaborer un programme commun pour les femmes, qui reprend, pour l'essentiel, les cent mesures publiées en 1978 par le défunt secrétariat d'État à la condition féminine ? Oui, et cela leur a donné l'occasion d'en débattre, d'en mesurer la portée, de les aligner, de les compléter et de les soutenir. Aut, si au lieu que les droits d'auteur du livre qui les réunissent permettent aux candidates de Cholsir de faire campagne pour les diffuser, au lieu de tomber, comme ceux de la brochure officielle, dans les caisses sans fond de l'État. Oui, si le talent et la vigueur de Gisèle Halimi leur donnent une nouvelle jeunesse et en renouvellent l'impact, après que, enterrées sous les fleurs, elles l'ont été pour la plupart sous la négligence des ministres auxquels il appartenait de les mettre en œuvre après les avoir approuvées en conseil.

### INÉDITS DE KAFKA

#### Le témoin d'un déclin

Depuis Max Brod, son critique, son éditeur, son ami, jusqu'à Deleuze, Gobel et Guattari, sans oublier Klaus Wagenbach et Marthe Robert, l'exégèse de l'œuvre de Kafka, les témoignages sur sa vie, continuent d'affluer. Voici encore deux pièces importantes à verser au dossier. Ils complètent en quelque sorte son « Journal » et obligent le lecteur à réviser le sens généralement attribué à l'adjectif « kafkaïen ». En effet, dans les lettres adressées à Ottilia, sa sœur, l'auteur du « Procès » et de la « Colonne pénitentiaire » nous apparaît tel qu'il était dans la vie : un fils de famille juive qui demandait beaucoup de protection, beaucoup de tendresse, qui en donnait tout autant. Un être fragile, sensible, dont l'inquiétude permanente s'accompagnait toujours d'auto-ironie et d'humour. Ottilia, la cadette des trois sœurs de Kafka, était née en 1892. Elle épousa en 1920 un juriste tchèque et chrétien. Lorsque les lois raciales furent proclamées à Prague, pendant l'occupation, elle quitta son époux pour ne pas lui nuire. Comme ses deux sœurs, Ottilia périt à la fin de la guerre dans les chambres à gaz des nazis. Ses enfants ont précieusement gardé les lettres que leur oncle Franz avait écrites à leur mère de 1909 à 1924, année de sa mort. Ces lettres, essentielles pour la compréhension de la vie de famille de Kafka, ne sont aussi pour celle de son caractère. Elles nous font connaître aujourd'hui pour la première fois en français. Toute autre est la portée du témoignage de Gustav Janouch, un ami de Kafka au début des années 20, qui deviendra par la suite compositeur de jazz et auteur d'un livre sur Prague. Ce sont des conversations à bâtons rompus. L'écrivain y exprime sa vision sur la civilisation technologique, ses réflexions sur le nationalisme moderne, sur le sionisme, sur le judaïsme, sur la guerre et sur la révolution. Vision prophétique en cette année 1920, quand, après la grande boucherie de 1914-1918, après la révolution d'Octobre, les habitants du Vieux Continent commencent à peine à espérer en un avenir plus radieux. EDGAR REICHMANN. (Voir « le Monde des livres » page 13.)

SEUIL Maria Antonietta Macciocchi Après Marx, Avril Préface de Leonardo Sciascia Collection Tel Quel dirigée par P. Sollers. 192 pages 35 F.

- L'Italie en crise
- Le « compromis historique »
- La naissance du « Mouvement »
- Les journées de Bologne
- Terrorisme, eurocommunisme ou démocratie directe ?
- Comment se faire exclure du PCI

### M. Noël Daix est retrouvé quarante-huit heures après son enlèvement

M. Noël Daix, premier juge au tribunal de grande instance de Lyon, qui avait été enlevé par trois inconnus, lundi 6 février, au moment où il regagnait son domicile, rue Dominique-Peretti, à la Croix-Rousse, a été retrouvé vivant, un peu avant 1 heure, ce jeudi 9 février. Le magistrat, épuisé, traumatisé, était attaché à un arbre d'un bosquet situé à l'entrée du village de Ternay, à une vingtaine de kilomètres au sud de Lyon, non loin de l'autoroute Lyon-Marseille. Cependant, les contrôles de police sont maintenus dans la région lyonnaise.

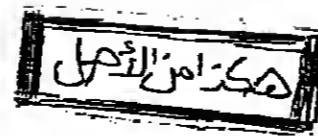
### Pour faire libérer un détenu

De notre correspondant régional

Lyon. — C'est par un coup de téléphone anonyme que le commissaire principal François, chef de services criminels du service régional de police judiciaire, a été informé, à 22 h. 30 dans la soirée du mercredi. Bien que sceptique, car aucun contact n'avait eu lieu, depuis l'enlèvement, entre ravisseurs et enquêteurs, des fonctionnaires de police se rendirent aussitôt à l'endroit indiqué. N'étant pas parvenus à repérer qu'onque, les policiers sollicitèrent des renforts de gendarmerie. C'est au cours d'un ratisseur plus serré que le magistrat fut découvert.

Pour le libérer, les policiers, qui n'étaient pas parvenus à sectionner les menottes, ont tout simplement brisé l'arbre, d'un diamètre relativement faible. En abandonnant leur victime dans des fourrés, mais le long d'une route bordée par plusieurs villas, les auteurs de l'enlèvement espèrent-ils qu'elle sera découverte assez rapidement par un habitant ou un automobiliste ? C'est probable ; et dans ce cas on peut penser que, n'ayant eu aucun écho par les postes de radio de la découverte du juge, ses ravisseurs ont décidé d'arrêter eux-mêmes les services de police.

M. Daix a, dès cette nuit, confirmé officiellement qu'aucun appel de ravisseurs n'était parvenu, depuis le moment du rapt, aux services de police ou de gendarmerie. BERNARD ELIE. (Lire la suite page 12.)





صحة من الاجل

Le Monde

# étranger

## LES CONFLITS EN AFRIQUE

### L'Éthiopie adresse un ultimatum aux forces somaliennes qui se trouvent en Ogaden

Tandis que de violents combats se poursuivent dans l'Ogaden et qu'il se confirme que six avions éthiopiens ont été abattus, mardi 7 février, les deux villes somaliennes de Berbera et Hargeisa, le gouvernement d'Addis-Abeba a lancé, mercredi, un ultimatum aux forces armées somaliennes se trouvant en territoire éthiopien. Elles sont sommées de se rendre immédiatement, « sous peine de destruction totale ». « Vous vous faites décerner pour reconquérir des territoires que vous n'avez jamais perdus. Ou vous avez trompés en vous disant que vous les aviez

perdus », a déclaré le commandant éthiopien à l'adresse de ses adversaires.

● A MOSCOU, un article de l'hebdomadaire « Temps nouveaux », que l'agence Tass a diffusé le mercredi 8 février, dénonce dans des termes très violents « la collusion des puissances impérialistes et avant tout des États-Unis avec les régimes réactionnaires arabes », qui non seulement soutiennent la Somalie, mais l'ont « poussée à commettre une agression contre l'Éthiopie ». Citant les « régimes réactionnaires », « Temps nouveaux » s'abstient, nous indique notre correspon-

dant, de mettre en cause l'Iran, partenaire commercial apprécié de l'U.R.S.S.

● A KOWEÏT, un porte-parole gouvernemental a déclaré mercredi que la défense de la Somalie « relève de la responsabilité collective des Arabes ».

● A BONN, où il participe à une réunion de l'Internationale socialiste, M. Shimon Péres, ancien ministre israélien de la défense et chef de l'opposition travailliste, a insisté mercredi les livraisons d'armes israéliennes à l'Éthiopie, qui porteraient « en l'absence d'un accord sur quelques munitions ».

### Le Tchad veut saisir le Conseil de sécurité de son différend avec la Libye

Le général Félix Malloum, chef de l'État tchadien, a déposé, mercredi 8 février, une « offensive militaire de grande envergure » lancée contre son pays par la Libye et demandée aux pays « amis du Tchad » une « assistance militaire conséquente ».

Toutefois, le chef de l'État s'étant refusé à l'occupation — déjà ancienne — de la bande d'Acousou (au nord du Tchad) par la Libye, il est difficile de mesurer la signification exacte de cette accusation.

que celles de l'atterrissage forcé d'un des DC-4 partis à sa recherche (le Monde du 1<sup>er</sup> février).

Le DC-3 qui avait décollé de N'Djaména le 29 janvier avec à son bord le pilote, l'ingénieur-chef Scabblo, deux mécaniciens, les adjoints Le Goff et Carvat et deux militaires tchadiens a été touché à basse altitude par un missile auto-guidé alors qu'il effectuait une mission de reconnaissance des troupes gouvernementales en lutte au sol avec les rebelles du FROLINAT, à environ 30 kilomètres de Faya-Largeau, a déclaré le commandant.

### La ville où les enfants se fusillent « pour rire »...

Addis-Abeba. — Tous les enfants du monde jouent à la guerre. Ceux d'Addis-Abeba ont inventé cette année un nouveau jeu : la « terreur rouge ». Le spectacle n'est pas rare dans les rues en terre battue des quartiers de la capitale éthiopienne. Un joueur de six ou huit ans en habitant sa plante résolument des au mur. Une demi-douzaine de ses camarades, alignés à dix pas, bâton à l'épaule, figurent le peloton d'exécution, qui, d'une râlée — tata-tata — fusille le « contre-révolutionnaire ».

Une jeune femme raconte que, dans l'école maternelle où vont ses fils, un autre jeu, plus élaboré, fait fuir : celui du prisonnier politique. Les petits garçons sont les pères de famille emprisonnés, auxquels les petites filles vont porter chaque jour le plat d'ingéra (« nourriture de base des Éthiopiens », longuement préparé dans des boîtes de conserve, à la réaction, — pour rire, bien sûr — et pour imiter la geste quotidienne de milliers de femmes éthiopiennes dont les fils, maris ou pères sont en prison.

De notre envoyé spécial

maintenant une extension de la répression aux enfants de huit à douze ans, « agents de liaison » des contre-révolutionnaires. La consigne, qui faisait partie de cette « terreur rouge » que fa régimes s'efforcent aujourd'hui de justifier, fut paraitrait monstrueuse et surtout absurde. Elle ne s'agit qu'un jeu. Les enfants, même très jeunes, sont effectivement utilisés depuis longtemps par les groupes clandestins hostiles au pouvoir comme masse de manœuvre, agents de renseignement ou « colporteurs d'affiches ». Pour un dollar éthiopien (2 francs) — une fortune — on peut convaincre un petit frère de chaussettes ou un gosse mendiant du Marécage d'aller gribouiller un slogan « contre-révolutionnaire » sur les murs ou d'acrocher un fanion « subversif » sur les fils électriques. C'est-à-dire de lui risquer sa vie... La circulation de décembre n'était donc que la réponse folle à une réalité tout aussi folle.

Certains responsables de « kabalé » — pourtant — qui ne manifestent

reusement encadrés, sont désormais soustraits à ce qu'ils apprennent déjà entre eux le « catéchisme ». On raconte aujourd'hui à ce sujet, dans certains milieux éthiopiens, l'histoire édifiante de ce père orthodoxe de l'église de la Trinité, en ajoutant, d'un air oblique, qu'il était « probablement fou à lier ». Devant ses fidèles réunie void quelques semaines, à l'occasion d'un office funèbre, il s'est soudain lancé dans une diatribe antichristienne accusant le régime d'« assassiner les enfants ». Conduit par les militaires dans une caserne d'Addis-Abeba, il a, dit-on, été fusillé aussitôt.

Le régime, en tout cas, peut se féliciter d'un résultat tangible : on voit beaucoup moins de gribouilleurs subversifs sur les murs de l'Éthiopie socialiste.

Dans les rues d'Addis-Abeba défilent les cortèges minuscules des « millions » de six ans, qui, foul de bois à la main, scandent par jeu les slogans bolchéviques de l'Éthiopie rouge. On apprend beaucoup sur la nouvelle réalité éthiopienne, avec ces enfants des rues qui, comme à Belfast, à Beyrouth ou à Saigon, restituent crûment dans leurs jeux la réalité « quotidienne » la plus banale. Banale ? Ici, les choses vont sans doute beaucoup plus loin que dans les autres pays du tiers-monde, où l'on ne se livre pas seulement à la révolution, on la fait. Et souvent on en meurt.

En décembre dernier, une circulaire très officielle émanant du gouvernement a été diffusée dans tous les « kabalé » (comités de quartier). Elle prescrivait expressément

### Des gamins en prison

C'est ainsi, en tout cas, que des dizaines de dix-dizaines d'enfants ont été arrêtés depuis la fin de 1977 à Addis-Abeba. Un apocryphe est devenu courant : celui d'un groupe de militants armé au point faisant trébucher dans... une classe maternelle. Les enfants emprisonnés, ou rigou-

### JEAN-CLAUDE GUILLERAUD.

(1) Addis-Abeba est divisée en deux cent quatre-vingt-quatre zones de « kabalé ». Les « kabalés » (districts urbains), constituent l'échelon supérieur des districts désignés à leur tour les membres du « comité de quartier » (comité central de la zone) chargés de désigner les trois candidats au poste de maire.

### Les circonstances de la disparition du DC-3

D'autre part, notre correspondant à New-York, Louis Wladimir, nous indique que le représentant permanent du Tchad auprès des Nations unies a adressé le 8 février une lettre à M. Oleg Trojanowski, président du Conseil de sécurité, pour lui demander de convoquer dès ce jeudi le Conseil afin qu'il examine une plainte de son pays « concernant une question de frontières ».

Le général, qui a participé à plusieurs opérations militaires aux côtés de l'armée tchadienne, indique que pour tenter de récupérer les débris du DC-3, deux DC-4 ont pris l'air le 30 janvier avec, pour autre mission, d'assurer le soutien logistique des troupes. C'est alors qu'il survola la zone où le DC-3 s'était écrasé qu'un des DC-4 a été saccagé à son tour par les rebelles.

Le DC-4, piloté par le capitaine André, a d'abord été touché à l'échelle de l'équipement et des mines se trouvant à bord. De plus, l'avion transportait vingt barils, soit quatre tonnes d'essence, destinés aux combattants.

Ensuite, deux hélicoptères, un SAH 7, affirme le commandant, ont été touchés à l'échelle de l'équipement et des mines se trouvant à bord. De plus, l'avion transportait vingt barils, soit quatre tonnes d'essence, destinés aux combattants.

Ensuite, deux hélicoptères, un SAH 7, affirme le commandant, ont été touchés à l'échelle de l'équipement et des mines se trouvant à bord. De plus, l'avion transportait vingt barils, soit quatre tonnes d'essence, destinés aux combattants.

### Tunisie

#### Selon son nouveau secrétaire général

#### LA CENTRALE SYNDICALE POURRAIT QUITTER LA C.I.S.L.

(De notre correspondant.)

Tunis. — La nouvelle direction de la centrale syndicale tunisienne U.G.T.T. a trouvé un premier appui extérieur en l'organisation de l'unité syndicale africaine, dont le secrétaire général, M. Denis Akumu, se trouve à Tunis.

Ce dernier a donné une conférence de presse le mercredi 8 février. Il s'est félicité d'avoir pu constater que la centrale « fonctionnait normalement ». Le représentant de l'organisation syndicale africaine, avec laquelle l'ancienne direction de l'U.G.T.T. n'avait que des relations lointaines, a reconnu qu'il n'avait pu obtenir la libération des syndicalistes arrêtés à la suite des émeutes du « Jeudi noir », mais s'est montré satisfait d'avoir reçu l'assurance — comme la C.I.S.L. huit jours plus tôt — de pouvoir envoyer un avocat en observatoire à leur procès.

Le secrétaire général provisoire de l'U.G.T.T., M. Tizani Abid, qui assistait à cette conférence, s'est, lui aussi, adressé aux journalistes pour leur assurer que le syndicat continuera à œuvrer pour l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière.

### SELON DES ANALYSES DE SOURCE OCCIDENTALE

### L'existence d'une « légion étrangère » cubaine accroît la capacité soviétique d'intervention en Afrique

A l'ombre de la dissension nucléaire qui a pour effet de « geler » la situation dans certaines régions du monde, notamment en Europe, l'Union soviétique a mis au point une capacité militaire d'intervention à longue distance qui s'appuie sur l'existence d'une nouvelle « légion étrangère » à son service : des unités cubaines et des techniciens d'Europe centrale.

C'est le diagnostic, aujourd'hui, de la plupart des états-majors et des services de renseignements occidentaux, lorsqu'ils analysent les actions, proprement militaires, de l'Union soviétique en Afrique.

Le développement d'une aviation militaire de transport lourd, la modernisation et le redéploiement géographique de la marine de guerre bénéficiant, de surcroît, du soutien logistique de la marine marchande, l'expansion des ventes d'armes qui revient à constituer des stocks disponibles à l'étranger sont considérés en Occident, comme autant de preuves que l'Union soviétique applique un plan concerté pour se doter, à terme, d'une capacité militaire d'intervention extérieure comparable à celle des États-Unis.

En outre, l'existence d'un corps expéditionnaire cubain de soldats de métier, qui peut être engagé en première ligne là où les Soviétiques ne voudraient pas trop occuper le devant de la scène, confère désormais à l'ensemble du dispositif, à la fois, la cohésion, la mobilité et la souplesse qui lui manquaient.

Des informations recueillies par l'équipage du Foch, lorsque le porte-avions français était à la fin de l'année dernière en océan Indien, sur la manière dont s'est passé l'exode des Soviétiques contraints de quitter la Somalie et la base de Berbera pour se retrouver de l'autre côté du golfe d'Aden, donnent à penser que les Soviétiques ont appris à improviser la mise sur pied de ponts aériens et de convois navals, en dépit de la lourdeur administrative et logistique, traditionnelle en la matière, des services de l'armée rouge.

### Des voies obliques

A plusieurs reprises, depuis l'envoi de soldats cubains en Angola en février 1976, les services de renseignements occidentaux ont alerté leurs gouvernements sur ce qu'ils considéraient comme une volonté des Soviétiques de privilégier et de valoriser les « voies obliques » d'un affrontement politique entre l'Est et l'Ouest, c'est-à-dire la guerre indirecte ou la guerre subversive.

Se fondant sur la lecture des revues militaires soviétiques, les analystes occidentaux disent avoir observé que, depuis peu, l'état-major de l'armée rouge n'écarte plus l'hypothèse d'un conflit limité sans emploi de l'arme nucléaire.

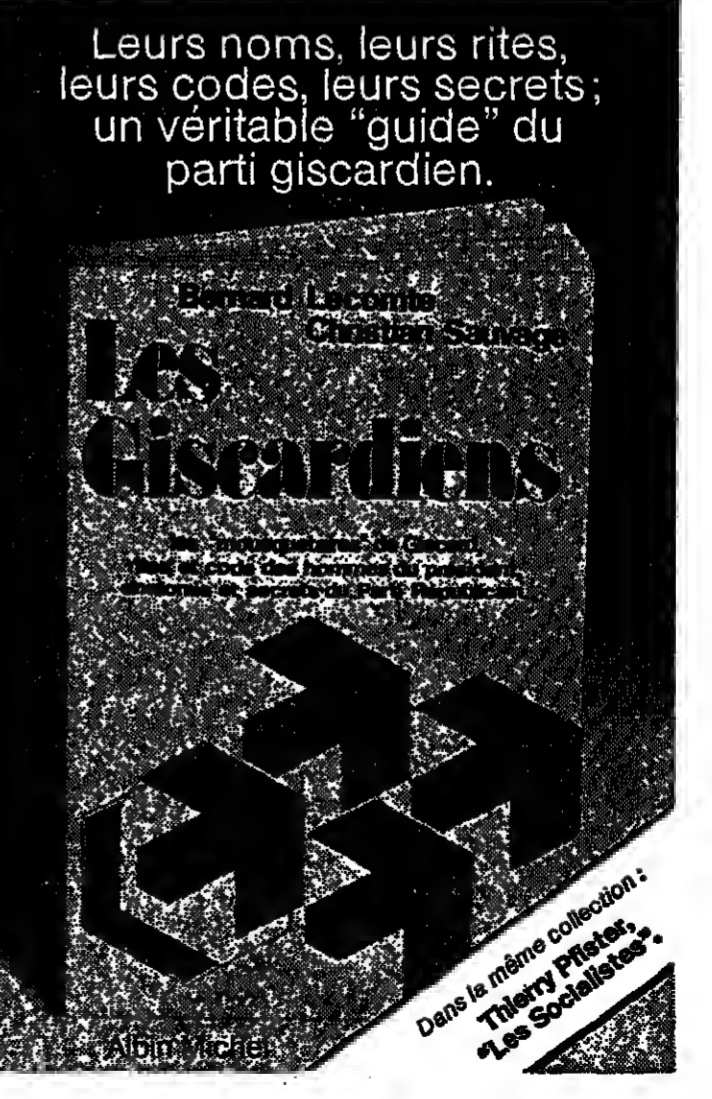
Les manœuvres de l'armée so-

### Des actions d'intimidation

En venant à la tête du canal de Suez et l'océan Indien, et en contrôlant la route du Cap depuis des bases le long de la côte africaine, les Soviétiques pourraient entraver les lignes de communications de l'Europe. L'Arabie Saoudite a mis en garde les pays occidentaux contre cette éventualité. Des Saoudiens sont allés jusqu'à proposer — en vain — à leurs interlocuteurs français de les aider, financièrement, à maintenir un contingent militaire à Djibouti et ils ont suggéré à des experts de l'OTAN, de prévoir des liaisons techniques, à Naples, entre certains pays arabes et des commandements alliés du finc sud de l'Europe et de la Méditerranée. A ce jour, ces contacts n'ont pas eu de résultats concrets notables.

Si l'ambition des Soviétiques n'est pas nouvelle, leur marine a toujours souhaité accéder aux « mers chaudes » du globe, la

### Leurs noms, leurs rites, leurs codes, leurs secrets; un véritable "guide" du parti giscardien.



selon M. Abid, la « première préoccupation » de l'actuelle direction qui doit préparer le congrès extraordinaire du 25 février est « de s'occuper du sort des syndicalistes arrêtés ». Le secrétaire général, M. Habib Achour, et de les défendre par tous les moyens légaux ».

Faisant allusion à l'affiliation de l'U.G.T.T. à la C.I.S.L., M. Abid a précisé que, s'il s'agissait que des organisations syndicales internationales avaient « de mauvaises intentions contraires à nos principes », la centrale pourrait décider de les quitter après avoir soumis le cas au prochain congrès. — M. D.

### Tourner la dissuasion

Les évaluations de source française, sur ce qu'il est convenu d'appeler « le bras armé » de l'intervention soviétique en Afrique, sont généralement inférieures à celles des autres services occidentaux.

On estime que six mille à sept mille Cubains stationnent actuellement en Afrique, principale-

perspective d'un quelconque monopole, par l'une ou l'autre des deux grandes puissances, des richesses pétrolières dans cette région du monde est considérée comme une menace par des spécialistes français du renseignement. Vers 1965, la France, dépourvue de ressources énergétiques à la différence d'autres pays européens comme la Grande-Bretagne ou la République fédérale d'Allemagne, pourrait se trouver confrontée à l'incapacité conjuguée des Américains et des Soviétiques de rationner leur propre consommation. Elle serait donc dans l'obligation, de prendre des risques pour se procurer les moyens de sa survie économique.

De tels scénarios de crise ne sont plus écartés aujourd'hui par aucun des états-majors dans le monde. L'armée américaine s'entraîne au combat dans le désert. Et le chef d'état-major français des armées a récemment évoqué l'éventualité de ces actions d'intimidation ou de rétorsion sur des théâtres d'opérations éloignés du territoire national.

C'est l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement français ne s'est pas opposé à la présence d'armes nucléaires tactiques au sein des forces interarmées d'action extérieure. Les avions Jaguar, dont certains stationnent présentement à Dakar pour des opérations d'assistance au-dessus de la Mauritanie, ont cette capacité nucléaire tactique et les avions Super-Stendard qui commencent d'embarquer, à la fin de l'année, sur le Foch et le Clemenceau ont la même capacité.

JACQUES ISNARD.

PROCHE-ORIENT

Liban

Les unités syriennes se sont livrées à une démonstration de force à Beyrouth pour rétablir le calme

Les affrontements auraient fait plusieurs dizaines de morts

Pour la troisième journée consécutive les combats ont repris, ce jeudi 9 février, entre les soldats syriens de la Force arabe de libération, d'une part, des éléments de l'Armée libanaise et des milices chrétiennes d'autre part, en début de soirée...

Aucun bilan officiel n'a été donné après les affrontements de ces derniers jours, à Beyrouth. Selon des sources diplomatiques, il y aurait eu une cinquantaine de tués pour la seule journée de mercredi et le nombre des victimes de la veille serait presque aussi élevé.

Beyrouth. - Beyrouth, où du moins le secteur conservateur chrétien de la ville, a vécu des journées qui rappelaient beaucoup l'atmosphère de la guerre de 1975-1976. Rafales de mitraillettes, tirs d'obus, rues désertes, déplacements presque interrompus entre les quartiers est et ouest; rien ne manquait pour recréer l'ambiance angoissée d'il y a quinze mois.

Les protagonistes avaient cependant changé, puisque les soldats syriens de la FAD (Force arabe de libération) étaient cette

fois opposés à l'Armée libanaise et aux miliciens de la droite chrétienne. Palestiniens et progressistes libanais n'étaient pas impliqués.

Les incidents de mercredi ont commencé lorsque la FAD, qui avait perdu la veille une quinzaine d'hommes dans un premier accrochage avec l'Armée libanaise, est revenue à la charge, ne pouvant accepter que son autorité soit ainsi bafouée. Les combats ont alors repris mercredi, à 10 heures, mais au lieu de demeurer limités comme la veille à la caserne de Fayadieh, dans la banlieue de Beyrouth, ils se sont étendus à plusieurs points du secteur chrétien, où les miliciens - surtout ceux du P.N.L. (parti national libéral) de M. Camille Chamoun - avaient pris les armes.

Les incidents ont gagné, entre 14 et 15 heures, les quartiers Ain-Remmaneh, Badaro et Karm-el-Zeytoun. Des obus sont tombés à proximité du palais présidentiel de Baabda, ce qui est pour conséquence d'empêcher le chef du gouvernement et le ministre de la défense de se rendre auprès du chef de l'Etat.

Lorsque la FAD, de nouveau défilée, s'est livrée à une démonstration de force en faisant traverser le quartier chrétien d'Achrafieh par d'importantes patrouilles en formation de combat, accompagnées de camions traitant des armes lourdes, les accrochages ont

connu leur intensité maximum. Entre 17 heures et 19 heures, c'est par saive de dix à douze obus que les soldats syriens répondaient au moindre coup de feu. L'Armée syrienne a donné l'impression d'avoir pour consigne d'opérer une riposte dure et massive.

Du sommet de deux tours proches de la place Bassina, les roquettes et les obus partaient en direction des points de résistance de l'Armée libanaise et des milices chrétiennes, notamment la caserne de Fayadieh, où un incendie s'est déclaré, et du siège du P.N.L. situé dans un immeuble de deux étages, à Karm-el-Zeytoun, qui a été plusieurs fois touché. Ce parti a toutefois démenti la rumeur selon laquelle son chef, M. Chamoun, y aurait été assiégé et même blessé.

Les phalangistes ne sont pas intervenus dans les affrontements, et leurs miliciens, bien qu'en état d'alerte pour prêter main-forte - le cas échéant - à leurs alliés, avaient pour consigne de ne pas sortir dans la rue et d'éviter les accrochages. Ce qui fut fait. M. Pierre Gemayel a lancé un appel au calme, accusant des provocateurs de vouloir dénaturer le rôle de la Syrie au Liban. Finalement, il a exprimé l'attente qu'une cinquième colonne ne réapparaisse, tirant tantôt sur les Syriens, tantôt sur les Libanais. Le radio des phalangistes avait adopté un ton plutôt apaisant.

et c'est elle qui a annoncé en premier l'arrivée d'une mission militaire syrienne de haut rang pour régler l'incident.

Le président Hafes El Assad avait déclaré à Damas que l'incident serait examiné avec « les autorités légitimes » libanaises, excluant par là toute négociation avec les partis de la droite chrétienne. Il avait ajouté, après avoir déposé son bulletin de vote pour l'élection présidentielle, à laquelle il est candidat unique: « Nous ne sommes pas étonnés que de pareils incidents éclatent de temps à autre au Liban, mais il ne faut pas leur donner une importance exagérée. Il ne sont qu'un maillon du complet tracé contre le monde arabe. La Syrie aspire au retour de la paix, de la stabilité politique et économique au Liban. Nous devons œuvrer pour dissocier la question libanaise des autres problèmes du Proche-Orient, mais cela n'est pas facile ».

Un communiqué a été publié par la Maison Blanche mercredi. Selon le texte, le président Sadate a assuré M. Carter que l'Egypte continuera à faire son possible pour que les négociations se poursuivent au Proche-Orient « dans une atmosphère favorable à l'accomplissement de progrès tangibles ». M. Carter a rappelé au président Sadate les principes directeurs de la politique américaine ainsi résumés dans le document: 1) Les Etats-Unis resteront fidèles à leur engagement de garantir la sécurité d'Israël et le droit de chaque Etat de la région à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues; 2) Un règlement de paix doit aller de la main de la simple fin de l'état de belligérence; 3) Tout règlement de paix devrait être un règlement d'ensemble sous la forme de traités de paix entre Israël et chacun de ses voisins; 4) Tout règlement doit être fondé sur tous les principes de la résolution 242 du Conseil de sé-

LUCIEN GEORGE.

A l'issue de la visite de M. Sadate à Washington

Le communiqué commun égypto-américain rappelle les « droits légitimes » des Palestiniens

Le président Sadate a quitté les Etats-Unis mercredi soir 8 février à destination de Londres - où il est arrivé ce jeudi matin - à l'issue d'une visite de cinq jours à Washington.

Sur la question palestinienne, le communiqué reprend la déclaration d'Assouad du 12 janvier assurant que les Palestiniens avaient des « droits légitimes » et devaient pouvoir participer « à la détermination de leur avenir ».

« Le président Carter, poursuit le communiqué, a réaffirmé l'opinion des Etats-Unis, selon laquelle les colonies israéliennes en territoires occupés continuent à être une violation de la loi internationale et sont une entrave à la paix. Toute nouvelle activité de peuplement traitée à l'encontre de l'effort déployé pour parvenir à un règlement de paix ».

Le communiqué rappelle des forces armées israéliennes de territoires occupés en 1967. La résolution 242 est applicable à tous les fronts du conflit; 5) Il ne peut y avoir de paix juste et durable sans solution du problème palestinien.

« Sur la question palestinienne, le communiqué reprend la déclaration d'Assouad du 12 janvier assurant que les Palestiniens avaient des « droits légitimes » et devaient pouvoir participer « à la détermination de leur avenir ».

« Le président Carter, poursuit le communiqué, a réaffirmé l'opinion des Etats-Unis, selon laquelle les colonies israéliennes en territoires occupés continuent à être une violation de la loi internationale et sont une entrave à la paix. Toute nouvelle activité de peuplement traitée à l'encontre de l'effort déployé pour parvenir à un règlement de paix ».

M. Begin à Genève

M. Menahem Begin, premier ministre d'Israël, est arrivé mercredi à Genève pour une visite privée. Au cours d'une conférence de presse il s'est ému des nouvelles selon lesquelles l'Egypte pourrait recevoir des armes des Etats-Unis et notamment des avions F-15 ou F-16. Cette vente, a-t-il déclaré, constituerait une menace sur Israël. M. Begin a réaffirmé que son pays ne consentait jamais à la création d'un Etat palestinien et que les implantations juives dans les territoires occupés étaient un « droit » d'Israël. Enfin, il s'est montré inquiet que l'Egypte puisse remettre en cause la délimitation du Sinaï formellement promise, a-t-il assuré, par le président Sadate lors de sa visite à Jérusalem.

D'autre part, le roi Hussein de Jordanie a déclaré dans une interview à l'A.P. qu'Israël devrait accepter un programme de travail précis pour que la Jordanie s'associe aux négociations en cours.

Israël

Le gouvernement suspend la diffusion d'un film évoquant certains excès des forces israéliennes pendant la guerre de 1948

De notre correspondant:

Jérusalem. - La décision du ministre de tutelle de l'Office de radiodiffusion-télévision israélien, M. Ze'evoulan Hammer, qui détient le portefeuille de l'éducation et de la culture, de suspendre la diffusion à la télévision du film *Kh'Herbet Kh'iza* fait actuellement grand bruit en Israël.

Le film, tiré du livre de l'écrivain Izhak-Smilanski, traite de la prise d'un village arabe par les forces israéliennes pendant la guerre d'indépendance en 1948. Il ne s'agit pas d'un reportage. Le récit est fictif, mais basé sur des scènes vécues par l'auteur, en particulier l'extermination d'habitants du village à laquelle les soldats israéliens ont procédé, souvent la mort dans l'âme. Le film est centré sur les réflexions de plusieurs soldats israéliens, écartés entre le caractère inhumain et immoral de leur tâche et la conviction de la justice de la cause qu'ils défendent.

Dès la fin du tournage, l'année dernière, le film a soulevé l'opposition farouche de ceux qui craignaient qu'il alimente la propagande arabo-israélienne. Ses partisans, au contraire, estimaient que les Israéliens étaient suffisamment matures pour faire face à un passé controversé. Après de nombreux débats contradictoires, le conseil d'administration de l'Office de radiodiffusion-télévision a décidé de programmer le film lundi 6 février, dans le cadre d'une émission-débat, à 11 heures. Les opposants ayant réussi à soulever le problème à la Knesset, la commission de l'éducation et de la culture du Parlement a demandé mardi matin à l'O.R.T.I. de suspendre la projection du film.

Le conseil d'administration de l'Office, qui s'était réuni aussitôt, a décidé de suspendre la projection du film. « (Izhak-Smilanski)

« Un homme d'affaires arabe, M. Abdel-Nur D'Alkhour, a été assassiné à Ramallah (Cisjordanie) le 8 février.

« La résistance palestinienne a revendiqué cet attentat. L'agence palestinienne Wafa précise que l'homme d'affaires avait été « condamné à la peine capitale par le tribunal du peuple en raison de sa collaboration avec les autorités d'occupation israéliennes ». Trois notables cisjordaniens ont été assassinés au cours de ces dernières semaines et la résistance palestinienne a revendiqué les trois meurtres. - (A.F.P.)

« Le Soudan et le Libye ont décidé le 8 février de reprendre leurs relations diplomatiques, qui avaient été rompues en 1976 après l'échec d'un coup d'Etat dans lequel le président Némery avait impulement les dirigeants libyens.

A TRAVERS LE

Nicaragua

Après deux affrontements consécutifs à Managua...

Berlin-Ouest

LA MONTAGNE DE DIESEL...

Danemark

L'ENFERMEMENT DANONIS...

Espagne

DES DIXES CENTAINE DE MORTS...

Kenya

LE KENYA ET L'UGANDA...

Maroc

LE PRESIDENT MOUSTA...

AMERIQUE. QUOTE. UNION... (Fragment of a newspaper page)

VOUS ETES VOLVO. ALORS GAGNEZ UNE VOLVO.



En ce moment vous pouvez gagner une Volvo en participant au grand jeu "Vous êtes Volvo". Allez vite chez votre concessionnaire Volvo.

- 75 SEINE, PARIS. 75005 PARIS. GARAGE SOUFLOT... 75015 PARIS. GARAGE SAINT-CHARLES... 75016 PARIS. STÉ PAN CARS... 75017 PARIS. GARAGE SECURITAS... 75019 PARIS. GARAGE DES ARDENNES... 75020 PARIS. GARAGE DES GRANDS CHAMPS... NEUILLY-S.-SEINE. VOLVO PARIS S.A... 77 SEINE-ET-MARNE. FONTAINEBLEAU-AVON... MEAUX. GARAGE SAINT-REMY... VIROFLAY. GARAGE DU ROND POINT... MASSY. GARAGE GAMBETTA S.A... 92 HAUTS-DE-SEINE. ASNIERES. INTER GARAGE... BOIS-COLOMBES. GARAGE FERID...

- CHATILLON-SOUS-BAGNEUX. GARAGE OUEST-AUTO... MONTRouGE. ETS LEGRAND S.A... NANTERRE. GARAGE HOUDAYER... 93 SEINE-SAINT-DENIS. DRANCY. D.R.A.E... GAGNY. M. FERRET, GARAGE DU LAC... PIERREFITTE. M. Y. MARTIN... 94 VAL-DE-MARNE. CHOISY-LE-ROI. GARAGE DE CHOISY... LE KREMLIN-BICETRE. CENTRE DE SECURITE AUTO... LE PERREUX. GARAGE DU RELAIS... SAINT-MAUR. LA VARENNE SAINT-HILAIRE... SAINT-GRATIEN. SAINT-GRATIEN-AUTOMOBILES... SAINT-PRIX. S.E.A...

TROIS CONCERTS POUR CHYPRE. MIKIS THEODORAKIS et CYPRIEN KATSARI. Mercredi 1er mars. Samedi 25 février et vendredi 3 mars...

لوكتا من الاصل

AMÉRIQUES

ASIE

visite de M. Sadate à Washington... égypto-américain... des Palestiniens...

Israël... ment suspect... pendant la guerre de 1948

TROIS... POUR...

Nicaragua

Après de nouveaux affrontements SITUATION CONFUSE A MANAGUA

Managua. — De nouveaux affrontements entre manifestants hostiles au régime du président Anastasio Somoza et forces de police ont eu lieu dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 février. Des barricades ont été dressées et des véhicules incendiés. La grève déclenchée le 24 janvier pour protester contre l'assassinat, le 10 janvier, de M. Pedro Joaquín Chamorro, directeur du quotidien la Prensa et principal leader de l'opposition, survient cependant à un tournant.

Le parti conservateur, seule formation officielle d'opposition, a demandé la démission du président Somoza. D'autre part, le Venezuela, accusant ce dernier de violer les droits de l'homme, a demandé à l'Organisation des États américains, dont le siège est à Washington, l'ouverture d'une enquête sur la situation au Nicaragua.

Guatemala

Selon le Latin America Bureau VINGT MILLE ASSASSINATS POLITIQUES AURAIENT ÉTÉ COMMIS EN DIX ANS

Londres (A.F.P.). — Environ vingt mille assassinats politiques ont été commis depuis 1968 au Guatemala, qui est l'un des pays les plus répressifs d'Amérique latine, indique un rapport publié mercredi 8 février par le Latin America Bureau, organisme international s'intéressant notamment aux violations des droits de l'homme.

Les souffrances provoquées par le tremblement de terre, vingt-deux mille morts en 1976, ont été aggravées par les séismes, d'origine humaine celle-ci, qui a tué le Guatemala au cours des dix années précédentes, écrit le rapport.

Le Cambodge a rejeté le plan du Vietnam pour régler le problème frontalier

Le Cambodge a rejeté, mercredi 8 février, le plan proposé dimanche par le Vietnam pour régler le problème frontalier. Selon le radio de Phnom-Penh, ce plan n'est qu'un geste de propagande pour abuser l'opinion internationale au moment où le Vietnam lance une nouvelle offensive avec des chars et des avions. Depuis le 5 février, les Vietnamiens ont pénétré à l'intérieur du territoire cambodgien sur une profondeur variant entre 4 et 7 kilomètres, a affirmé la radio. Le Voix du Vietnam, de son côté, confirme l'existence de combats mais les situe au territoire vietnamien, dans la province d'Anh-Giang.

De notre correspondant Bangkok. — Les dirigeants de Hanoi paraissent soucieux de parvenir à un compromis après un mois d'hostilités ruineuses pour eux, tant sur le plan international que sur le plan intérieur. Un diplomate proche à Hanoi nous a dit : « Contrairement aux Cambodgiens, les Vietnamiens font le jeu de la coopération internationale. Hanoi tient d'ailleurs l'ouverture de plusieurs bureaux d'organes spécialisés de l'ONU. Son ministre des affaires étrangères vient d'achever une tournée au pays de l'ASEAN pour défendre une atmosphère de guerre froide persistante depuis 1975. Certes, ces pays ne sont pas dupes et savent ce que cette mission doit à la rivalité entre Phnom-Penh et Hanoi, mais l'ouverture vers des régimes anticomunistes a eu lieu et des accords ont été signés ».

Le désir des Vietnamiens de jouer à fond le jeu selon les règles établies au sein des instances internationales — par opposition aux Khmers, qui s'y refusent — s'est manifesté par l'appel lancé lundi au secrétaire général des Nations unies et au groupe des non-alignés. Hanoi y souligne combien son attitude est conforme à la charte de l'ONU, particulièrement en ce qui concerne le règlement pacifique des conflits. Sous cette forme et dans ce contexte, il devient extrêmement difficile aux pays membres de s'opposer à une proposition qui est de surcroît assortie d'une promesse de garantie internationale, même si elle reste vague. Les Cambodgiens trouveront-ils des défenseurs ? Il est intéressant de noter à cet égard que les dirigeants chinois s'étaient déjà prononcés la semaine dernière, lors de conversations avec le ministre cambodgien des affaires étrangères, M. Namik, en faveur d'un « retrait mutuel de troupes » et de l'« ouverture de négociations en vue d'une solution pacifique ».

R.-P. PARINGAUX. (1) Vice-ministre des affaires étrangères, notamment chargé de négocier, à Paris, la normalisation des relations entre Hanoi et Washington. M. Phan Han et son frère ont été les spécialistes des situations épineuses.

Chine

ÉCARTÉ DU SINKIANG

M. Saifudine a conservé ses fonctions au sein du parti

De notre correspondant Pékin. — Un épais mystère plane sur la situation de M. Saifudine. L'ancien premier secrétaire du parti au Sinkiang, qui a perdu la semaine dernière toutes ses fonctions dans cette région (le Monde du 1<sup>er</sup> février), est en effet apparu à Pékin le 7 février, à l'occasion d'une soirée artistique organisée pour le Nouvel An lunaire, aux côtés de la plupart des membres du bureau politique et à la place lui revenant en qualité de membre suppléant de cet organisme. Selon ces apparences, M. Saifudine aurait donc simplement quitté le Sinkiang pour d'autres fonctions, encore inconnues, mais conserverait normalement son poste au sein de la direction suprême du parti dans la capitale.

Les circonstances dans lesquelles M. Saifudine a été remplacé dans ses fonctions de numéro un au Sinkiang laissent peu de doute sur le fait qu'il s'agit d'une destitution. Les comptes rendus parvenus à Pékin de la réunion, tenue à Urumchi, au cours de laquelle la nomination d'un nouveau premier secrétaire, M. Wang Feng, fut annoncée, ont été très précis : « L'opération a été effectuée sur « instructions du président Hu et du comité central du parti ».

« Nous ne devons jamais choisir pour les organes dirigeants, déclarant les participants à la même réunion, des gens habiles à se dérober, qui font porter à d'autres la responsabilité de leurs erreurs, qui commettent une très mauvaise conduite, et qui furent impliqués dans des affaires qui n'ont pas été éclaircies. »

L'une des hypothèses la plus fréquemment retenues à Pékin est que M. Saifudine ne conserve que provisoirement son titre de membre suppléant du bureau



pieds grands ou larges 38 au 50

Un choix unique de chaussures exclusivement pour hommes, du 38 au 50, par demi-pointure de la 38 à la 11<sup>e</sup> largeur. PALAIS DE LA CHAUSSURE 29, rue de la République 75011 Paris TR - 357 45 92 Catalogue gratuit - Parking

A TRAVERS LE MONDE

Berlin-Ouest

UN COUPLE S'EST IMMOLE LE 7 FÉVRIER, mercredi soir à Berlin-Ouest, au pied de l'église dite « du souvenir », sur l'avenue Kurt-Tschammer. Il s'agit d'un homme et d'une femme de trente ans, dont l'identité n'a pas encore été établie. Avant de s'armer d'essence, ils avaient lancé des tracts protestant contre « la famine dans le monde. Un nécessaire servant aux injections d'héroïne et de morphine a été retrouvé à côté des cadavres calcinés. — (A.F.P.)

Namibie

LE MINISTRE DE LA SANTÉ DU BANTOUSTAN OVAMBO, M. Tolva Shiyagaya, a été assassiné le 7 février alors qu'il assistait à un meeting organisé à Otjavana, dans l'ouest de l'Ovamboland. Selon la police, l'assassin, abattu alors qu'il s'enfuyait, était porteur d'une carte de la Swapo (organisation du peuple du sud-ouest africain). Ce meurtre a eu lieu quatre jours avant l'ouverture à New-York de conversations sur l'indépendance de la Namibie. En avril 1976, le premier ministre du BANTOUSTAN Ovambo, le chef Fliemon Elifas, avait été assassiné. — (Corr.)

Danemark

LE PARLEMENT DANOIS a décidé mercredi 8 février que la fameuse « cité libre » de Christiania à Copenhague pourra exister encore deux ans. La semaine dernière, la Cour suprême avait autorisé l'État à procéder immédiatement à l'évacuation des huit-cents squatters vivant à Christiania. Mais par 80 voix contre 71 et 5 abstentions, la Chambre a voté mercredi une motion qui prend note de l'intention du gouvernement d'instaurer un régime social-démocrate minoritaire de ne pas évacuer la cité tant que les projets d'utilisation future des lieux ne seront pas au point, ce qui demandera deux ans. Christiania est un domaine de 16 hectares, situé en pleine capitale, et comportant cent soixante-seize bâtiments d'une caserne abandonnée. — (A.F.P.)

Pérou

CINQUANTE-QUATRE DIRIGEANTS SYNDICAUX font la grève de la faim pour obtenir la réintégration de plusieurs milliers de travailleurs licenciés à la suite de la grève générale de juillet dernier, a-t-on appris mercredi 8 février à Lima. — (A.F.P.)

Rhodésie

LE GOUVERNEMENT DE SALISBURY a expulsé, mercredi 8 février, un missionnaire catholique, le Père Philip Timmins, pour des raisons non précisées officiellement. Le Père Timmins, d'origine irlandaise, est le troisième missionnaire catholique de la mission de Wedza, à environ 110 kilomètres au sud-est de Salisbury, à être expulsé du pays. — (A.F.P.)

Syrie

QUATRE MILLIONS D'ÉLECTEURS SYRIENS, sur une population de plus de huit millions, se sont rendus, mercredi 8 février, aux urnes en vue de voter pour un nouveau septennat le chef de l'État, le général Hafez Al Assad, qui est également secrétaire général du parti Baas (au pouvoir). Conformément aux dispositions du code électoral, sa candidature a été présentée par le parti Baas et agréée par le Conseil du peuple (Parlement). Lors du référendum de 1971, le chef de l'État syrien avait recueilli 99,2 % des suffrages exprimés. Le mandat du président Assad expire le 11 mars prochain. — (A.F.P.)

Union soviétique

M. LEONID BREJNEV a reçu mercredi 8 février le chancelier autrichien Bruno Kreisky qui se trouvait à Moscou depuis quarante-huit heures pour envisager les moyens de rééquilibrer au profit de l'Autriche la balance des échanges commerciaux entre les deux pays.

L'ACADEMICIEN SAKHAROV a annoncé aux correspondants occidentaux à Moscou que son beau-fils Alexis Semionov avait reçu l'autorisation d'émigrer en Israël. M. Semionov, exclu au mois de novembre dernier de l'Institut de mathématiques où il étudiait, ne sera pas accompagné par sa femme et leur fils de deux ans, car Mme Semionov ne souhaite pas quitter l'U.R.S.S. — (Reuter.)

Espagne

PRÈS D'UNES CENTAINES DE DÉTENUÉS de la prison de Barcelone se sont infligés volontairement des blessures, mercredi 8 février, pour appuyer leur demande d'amnistie. Les blessés dont l'état ne présente pas de danger ont été transportés dans divers hôpitaux de la ville. — (A.P.)

Kenya

LE KENYA ET L'OUGANDA ont décidé de normaliser leurs relations, affectées depuis près de deux ans par une série de crises dont la plus grave a conduit à l'éclatement de la communauté est-africaine, qui regroupait ces deux pays et la Tanzanie depuis 1967. À l'issue de la visite à Kampala d'une déléga-tion conduite par M. Mutua Walyaki, ministre des affaires étrangères kenyan, les deux pays ont décidé de former un comité chargé d'examiner les problèmes bilatéraux et de rétablir des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs. — (A.F.P.)

Maroc

LE PRÉSIDENT MOBOUTI, chef de l'État saïrois, est arrivé mercredi 8 février à Rabat, venant de Bruxelles, pour une visite privée de vingt-quatre heures. Il est suivi dans la capitale marocaine par M. Ould Daddah, qui s'y rend ce jeudi, venant de Paris, et qui doit s'entretenir avec le roi Hassan II avant de regagner Nouakchott. — (R.F.P., Reuter.)

QUI contrôle QUI? Dictionnaire des Groupes Industriels et Financiers en France SEUIL. P. ALLARD/M. BEAUD B. BELLON/A.-M. LÉVY S. LIENART. Plus de 6000 sociétés 3 millions de salariés. Pour chaque groupe: Un texte de présentation (historique - structure financière stratégie, etc.) Un organigramme détaillé. Pour chaque société: Un index alphabétique indiquant le groupe auquel elle appartient. Les principaux renseignements (chiffre d'affaire, nombre de salariés, implantations, etc.).

# EUROPE

## Italie

### Le parti libéral menace de passer dans l'opposition si les communistes sont associés au pouvoir

M. Giulio Andreotti, président du conseil désigné, a terminé sa deuxième série de consultations avec les partis constitucionnels (démocratie-chrétienne, communiste, socialiste, social-démocrate, libéral et fédéral) pour résoudre la crise gouvernementale en Italie. Il devait leur présenter, ce jeudi 9 février, un projet de programme, alors que le problème de l'entrée du P.C.I. dans la majorité parlementaire n'a toujours pas été éclairci. Très hostile à cette hypothèse, le parti libéral menace de passer dans l'opposition et une centaine de députés démocrates-chrétiens réclament une réunion urgente de leur groupe parlementaire.

Rome. — « La crise ? Quelle crise ? », répondent triomphalement les Italiens quand on leur demande si la vacance du pouvoir officiel depuis le 16 janvier se prolonge encore. Selon une plaisanterie rituelle, on affecte de croire que, sans gouvernement, le pays se porte aussi bien — ou beaucoup mieux — qu'avant. Il est vrai que le cabinet démisionnaire expédie les affaires courantes, que les terroristes marquent une pause en ce moment et que les drames de la vie quotidienne (enlèvement d'industriels, chômeurs en colère à Naples, affrontements à Rome le samedi après-midi) s'étonnent plus.

Les observateurs, eux, ne savent plus sur quel pied danser. La semaine dernière, on donnait les élections à « 55 à 75 ». Cette semaine le pourcentage est avancé, mais en sens contraire. Il y aurait trois chances sur quatre pour que la crise se résolve après d'épuisantes négociations.

Optimiste, le secrétaire général d'un des six partis constitution-

nels, voit ainsi — « sauf événements imprévisibles » — le scénario à venir : des passes d'armes délicates pendant trois ou quatre semaines encore ; la formation d'un gouvernement présidé par M. Andreotti, comprenant des démocrates-chrétiens et quelques « techniciens » non parlementaires ; un vote de confiance au Parlement avec un « oui » officiel des communistes ; des élections locales partielles le premier dimanche de mai ; un ou deux « petits référendums sans gravité » en juin, les partis s'étant entendus préalablement sur l'avancement et l'ordre public ; enfin, en décembre, l'élection de M. Moro à la présidence de la République, lequel dissoudrait les Chambres au printemps 1979.

#### Les incertitudes communistes

Ce raisonnement optimiste n'est pas du tout partagé dans l'entourage de M. Beringuer. On souligne d'abord que M. Andreotti n'a pas encore proposé. Rien ne prouve que le président du conseil désigné jure, comme on le laisse entendre, de l'enfermer les dirigeants de son parti. Ceux-ci n'ont été unanimes que sur un texte très vague. La démocratie chrétienne n'aurait nullement répondu aux propositions de parti communiste et se montrerait « incapable d'adopter une solution proportionnelle à la gravité de la crise du pays ». Cette amertume est-elle seulement tactique ? Il semble que le P.C.I. ait fait l'erreur de centrer le débat sur la forme politique au lieu de mettre l'accent sur le contenu du programme. S'étant beaucoup avancé (un gouvernement d'union nationale) ayant dû ensuite reculer (une majorité parlementaire), il lui faut maintenant sauver la face. Une solution embrouillée s'affaiblirait généralement. M. Beringuer qui, déjà, doit tenir compte de diverses oppositions dans son parti.

Un nouvel élément est venu compliquer les choses : la fronde du parti libéral qui, dores et déjà, menace de passer à l'opposition si les communistes sont associés au pouvoir. En elle-même, cette formation représente peu de chose. Mais sa défection empêcherait le futur gouvernement de disposer de la majorité absolue et elle révélerait la dissonance de nombreux députés du parti gouvernemental qui ne veulent pas du P.C.I. dans la majorité.

Le programme, sur lequel s'appuierait le futur gouvernement, est encore dans les limbes. Il faut s'entendre sur l'économie, l'ordre public, la syndicalisation de la police et l'avancement. Ce dernier point a été soulevé par le matin. Pour la forme, la démocratie chrétienne voterait contre une libéralisation et l'Église ne pourrait que s'incliner devant la décision des autres partis coalisés. Totalement, tous ces obstacles devraient conduire à une rupture. Mais la logique du système italien veut que l'on aboutisse à un compromis.

ROBERT SOLÉ.

## La crise gréco-turque

### M. CARAMANLIS SE DÉCLARE DISPOSÉ A RENCONTRER M. ECEVIT

Athènes (A.F.P.). — Le premier ministre grec, M. Constantin Caramanlis, a déclaré, le 9 février, à Athènes, qu'il était prêt à rencontrer son homologue turc, M. Ecevit, au cours du mois de mars.

### Belgique

#### LE PROJET D'ACHAT DE FUSÉES PROVOQUE UNE CRISE DANS LA MAJORITÉ

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Le gouvernement Tindemans menacé par des fûtes : c'est l'image que présentent plusieurs journaux belges, mardi 7 février, après la nouvelle que dans la majorité autour du remplacement des missiles air-sol des forces d'intervention.

PIERRE DE VOS.

# DIPLOMATIE

### LE PRÉSIDENT OULD DADDAH A ÉTÉ REÇU PAR M. GISCARD D'ESTAING

Le président mauritanien, M. Moktar Ould Daddah, s'est entretenu mercredi 8 février avec M. Giscard d'Estaing, qui l'a reçu à déjeuner, avec M. Barre et avec les ministres de la coopération, M. Galley, de la défense, M. Bourges, et des affaires étrangères, M. de Guiringaud, dont il a été l'hôte à dîner.

Interrogé à la sortie de l'Élysée sur l'aide française à la Mauritanie, M. Ould Daddah a répondu : « A proprement parler, j'en ai pas demandé. Cette aide est fonction des agressions algériennes. Si l'Algérie continue à nous aggraver, nous serons toujours obligés de demander un renforcement de l'aide pour résis-

### CORRESPONDANCE

#### A propos de l'entrée de la Grèce dans la C.E.E.

Le « Bulletin de l'étranger » du Monde daté 25 janvier nous a valu une longue lettre de M. Stylianou, directeur de bureau de presse de l'ambassade de Grèce en France, dont voici les passages essentiels :

La demande d'adhésion de la Grèce à la C.E.E. est antérieure d'un an à la date mentionnée dans l'article. Elle ne fut pas présentée en 1976 mais le 12 juin 1975.

Par ailleurs l'accord d'association de la Grèce à la C.E.E. est entré en vigueur en 1962. Depuis seize ans donc, la Grèce s'adapte aux conditions communautaires en vue de son adhésion, prévue par l'accord d'association.

Evocuer, à propos de sa candidature grecque, ces quelques années plus récentes de l'Espagne et du Portugal peut paraître injustifié. En revanche, il est pour le moins original d'associer à ce groupe la Turquie, qui n'a nullement exprimé l'intention de poser sa candidature, et dont l'accord d'association avec la C.E.E. ne prévoit pas l'éventualité de son adhésion à la Communauté européenne avant 1994.

Il est dit plus loin que les interlocuteurs de M. Caramanlis n'ont jamais eu de réserve au sujet de l'adhésion de la Grèce à la C.E.E. et que M. Roy Jenkins est « pour le moins extrêmement réticent ». Or, le 10 janvier dernier, M. Roy Jenkins écrivait dans le « Morning Star » : « L'hypothèse de l'adhésion pose de sérieux problèmes mais ce sont, pour la plupart, des problèmes qui existent déjà... A mon avis, nous devons absolument accepter cet élargissement, et avec enthousiasme. »

M. K. B. Andersen, nouveau président du conseil des ministres de la C.E.E., a déclaré que le calendrier proposé récemment par la Grèce qui prévoit son adhésion à la Communauté le 1<sup>er</sup> février 1980, est « un peu optimiste, mais non irréaliste » (« The Telegraph », 19 janvier 1978).

M. Michel Stylianou relève d'entre part une autre erreur qui s'était glissée dans le « Bulletin de l'étranger » du 15 décembre 1977 : réduire de dix le nombre de voix obtenues par le nouveau gouvernement grec lors du vote de confiance en avril 1977, en faveur de la Grèce, ce qui permit à M. Caramanlis de rester au pouvoir.

# LES CONTROVERSES

### M. Jacques Chirac de l'Union p...

« Car nous ne pouvons pas le faire par nos propres moyens. Nous ne sommes en aucune façon capables de faire face à la situation algérienne. Si l'Algérie nous laisse tranquilles, nous ne demandons plus d'être à quiconque (...). Le salut de la Mauritanie dépend d'abord des Mauritaniens, l'aide extérieure ne doit constituer qu'un complément. Le président mauritanien a assuré que le train ministériel Zouerate-Nowakchott circulait tous les jours. En quittant l'hôtel Matignon, il s'est déclaré « satisfait » de la coopération franco-mauritanienne. La France s'est engagée à financer 50 % du canal d'irrigation Nouakchott, de 1974 à 1981.

### LE VOTE DES FRANÇAIS

DES IRREGULARITES N'ONT ÉTÉ RELEVÉES QU'AU GAZON

Commentaire : l'Union européenne doit être vue dans sa dimension globale, et non pas seulement en termes de votes.

# MONDIAL MOQUETTE

## LE PLUS GRAND SOLDEUR DE MOQUETTE DE PARIS

# LE CHOC DU STOCK

# LE STOCK

MOQUETTE DECORÉE

VELOURS OU BOUCLEE

27

le m<sup>2</sup>

GRANDE LARGEUR

A UN SEUL PRIX

ET TOUJOURS LES PRIX LA QUALITÉ

POSE ASSURÉE APORTEZ VOS DIMENSIONS ouvert du lundi au samedi de 9h à 20h

PARIS 13<sup>e</sup> : 40, quai d'Austerlitz. Face gare d'Austerlitz. Tél. : 534-72-38

<p>PARIS 14<sup>e</sup> : 90, bd Jourdan 50 m Porte d'Orléans Tél. : 533-36-62</p> <p>PARIS 19<sup>e</sup> : 144, bd de La Villette. M. Colonel-Fabien et J. Jaurès. Tél. : 203-00-79</p> <p>BOULOGNE : 82 Bis, rue Gallieni. Tél. : 605-45-12</p> <p>FOSSES-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fossez. Pres gare S.N.C.F. - Tél. : 47-03-44</p> <p>SAINT-DENIS : 73, rue de la République - Tél. : 820-92-93</p>	<p>PARIS 18<sup>e</sup> : 114, rue Dammrémont Tél. : 606-05-73</p> <p>BAGNOLET : 191-193, avenue Pasteur - 5 m<sup>2</sup> Pte des Lilas. Tél. : 361-16-46</p> <p>COGNIERES (N 10) : près Trappes route du Pont d'Aulneau Tél. : 481-70-12</p> <p>MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean Jaurès, RN 5. Tél. : 375-44-70</p> <p>SARCELLES : 29, av. Division Leclerc, RN 16 route de Chantilly Tél. : 890-00-77</p>
---	--

### BIBLIOGRAPHIE

#### « ÉCONOMIE DE L'ALLEMAGNE DE L'EST » d'Henri Smothine

L'attention portée ces temps-ci à l'Allemagne fédérale fait également impressionnante, si sur le chapitre des libertés il y a encore des réserves, celle-ci est maître de conférences à Paris-VII décrit ici avec beaucoup de précision et de clarté, et le replaçant dans son contexte international et idéologique la croissance de l'économie allemande. Sait-on que, avec une population qui représente le quart de celle du Reich de 1937, sa production industrielle dépasse de 40 % le total de celle de toute l'Allemagne d'avant-guerre ? Que la valeur de cette production par tête d'habitant est supérieure de 30 % à celle de l'U.R.S.S. ? Qu'en compte une voiture pour trois habitants ? Que la R.D.A. est la cinquième puissance industrielle d'Europe ? Que ses exportations sont constituées à près de moitié par des machines, des appareils d'optique, et autres produits industriels ?

M. Smothine parle peu de l'organisation du travail et des contraintes qui pèsent sur la société est-allemande. Mais ce n'est pas son propos. Tel quel, son livre apporte une documentation précieuse sur un pays qui, né pour l'essentiel de la volonté d'un autre, a fini par devenir une puissance économique impressionnante.

A. F.

\* Editions Alain Moreau, 304 p. 50 francs. La préface de Michel Foucault a paru dans le Monde du 14-20 décembre 1977.

\* « Qui suis-je ? », sur P. U. F., 125 p., 9 F.

### Libres opinions

#### Les rapports France-R.D.A.

par LOUIS PÉRIILLIER (\*)

Il y a cinq ans, ce 9 février, que la France a reconnu la R.O.A. et établi avec elle des relations diplomatiques, vingt-cinq ans après la fondation de cet Etat. La décision française intervint après les reconnaissances de la R.D.A. par soixante-dix pays, trois heures après celle de la Grande-Bretagne.

Un tel retard ne pouvait s'expliquer par des divergences d'ordre idéologique. Les différences des régimes politiques et sociaux n'y ont pas empêché la France d'entretenir des relations officielles et amicales avec l'ensemble des pays de l'Est. Les souvenirs de l'histoire et des épreuves qui nous ont séparés des Allemands ajoutaient sans raisons tirées du réel. La R.O.A. n'était-elle pas devenue la huitième puissance industrielle du monde ? Une œuvre de réconciliation plus d'amitié ne devait-elle pas être poursuivie avec les Allemands de l'Est comme avec ceux de l'Ouest ?

Ce furent là les arguments soutenus par une association qui groupe des hommes si des larmes de toutes options.

Cinq ans après la reconnaissance, un nouveau décalage doit être constaté. Les échanges commerciaux sont peu développés, il n'existe ni convention culturelle ni convention de coopération (en dehors de la coopération scientifique et technique) alors que la France a conclu de tels accords (ou s'y prépare) avec l'U.R.S.S., la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie. Une convention consulaire, dont le principal mérite serait de reconnaître que la R.D.A. n'est pas un Etat sans ressortissants, est toujours en discussion. La visite que le ministre des affaires étrangères de R.O.A. s'est faite à Paris n'y a pas été rendue ; il n'y a pas de contacts « ou sommaux », seuls entre les groupes parlementaires, dont les relations sont très courtoises. En définitive, les rapports de la France et de la R.D.A. ne sont pas au niveau de ceux que beaucoup d'autres pays ont eus très éloignés entretiens avec elle.

Quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir sur tel ou tel aspect de la politique de la R.D.A., cette situation devrait être redressée. Les responsables de nos affaires publiques reconnaissent la réalité d'un déphasage et la nécessité d'y mettre fin. Il serait temps de mettre les actes en harmonie avec les intentions, dans l'intérêt supérieur de notre pays, dans l'esprit des accords d'Hel싱fors, au service de la paix internationale.

(\*) Président délégué de l'Association France-R.D.A.

كندا من الأصل

حزب من الاحل

OMATIE

LE PRESIDENT OULD DABOUM REQU PAR M. GISCARD D'ESTAING

CORRESPONDANCE

l'entrée de la Grèce

Le Monde

politique

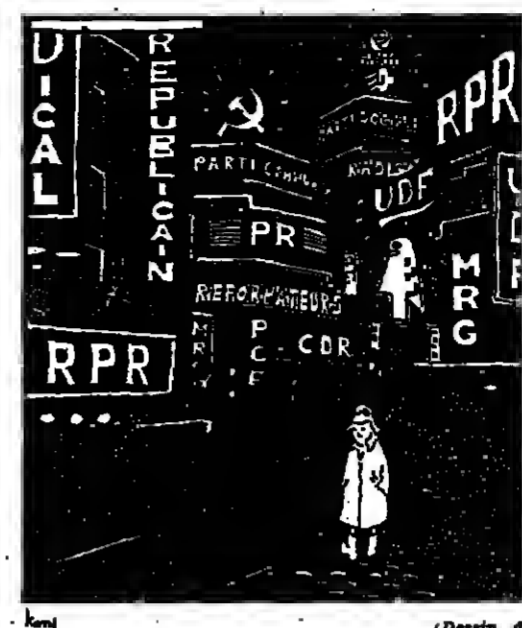
LES CONTROVERSES DANS LA MAJORITÉ ET DANS L'OPPOSITION

M. Jacques Chirac se démarque totalement de l'Union pour la démocratie française

M. Jacques Chirac a mis à profit, mercredi soir 8 février, l'émission « Cartes sur table », qui lui était consacrée par Antenne 2...

S'il s'est gardé de toute agressivité directe à l'égard du chef de l'Etat et du premier ministre, le responsable du parti gaulliste s'est, en revanche, appliqué à émettre systématiquement leurs plus récentes entreprises politiques communes...

M. Chirac a aussi porté quelques attaques relativement vives contre le pouvoir exécutif, même si elles étaient indirectes, ainsi en a-t-il été notamment, lors qu'il a critiqué l'action des pouvoirs publics en matière de sécurité...



(Dessin de KONK)

Le P.S. : le désistement n'est pas négociable

Le comité directeur du parti socialiste a adopté, mercredi 8 février, à la majorité (le C.E.R.E.S. ayant voté contre), une motion dans laquelle on lit notamment : « Depuis que le P.C.F. a suspendu les négociations sur la réactualisation du programme commun de gouvernement en refusant de discuter les dernières propositions socialistes... »

Le comité directeur a désavoué les propositions faites par M. Didier Motchane, membre du bureau exécutif du P.S., animateur du C.E.R.E.S. Ces propositions, visant à débouger la situation à gauche, ont été jugées inacceptables par la direction du parti, notamment parce qu'elles eussent été jugées « compatibles » aux propositions communistes.

LE VOTE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

DES IRREGULARITÉS N'ONT ÉTÉ RELEVÉES NI AU GABON

Interrogé, mercredi 8 février, sur la publication, par le Concordat sur le vote des Français de l'étranger, du porte-parole du Quai d'Orsay, a indiqué que, comme M. de Guiringaud l'avait annoncé dans son discours prononcé en date du 12 janvier, des irrégularités n'ont été constatées au Gabon. Dès que des irrégularités sont signalées, a-t-il ajouté, il est procédé à des enquêtes.

LE P.S. DÉNONCE « LE MENSONGE ET LA MAUVAISE FOI DES HAUTES AUTORITÉS »

Commentant les nouvelles révélations intervenues dans l'affaire du vote des Français de l'étranger (Le Monde du 9 février), la Lettre de l'Unité, organe du parti socialiste, souligne notamment, dans son numéro du mercredi 8 février : « Le télégramme de l'ambassadeur Delagrèye, de Libreville, publié par le Concordat, n'est pas seulement une preuve supplémentaire du grand racket électoral organisé par le pouvoir pour essayer de sauver sa mise grâce aux bulletins votés aux Français de l'étranger. C'est en plus la démonstration irrécusable de la mauvaise foi et du mensonge des hautes autorités mouillées dans cette affaire qui, du coup, commence à sentir un peu son odeur de Watergate... »

REJET DE CENT SOIXANTE-DEUX RECOURS A PARIS

Saisie de 175 recours contre des inscriptions de Français de l'étranger, Mme Cabanes, juge-directeur du tribunal d'instance du quatorzième arrondissement, a rejeté 168, mercredi 8 février. Elle devait, en principe, rendre son jugement, vendredi 10 février, à propos des 1 013 recours restants. Cent-62 ne visent — en raison de recours multiples — que 62 inscriptions émanant notamment de Poindrabry.

ERRATUM

Dans la « Tribune du 12 mars » intitulée « La résolution de 78 » de M. J. Roland de Renéville (Le Monde du 7 février, page 12) il fallait lire, au quatrième paragraphe : « ...oppose aux marxistes » (au lieu de « s'impose »). D'autre part, à la sixième ligne du sixième paragraphe avant la fin : « cette compression s'annonce... » (et non : « cette décompression »). Enfin, à l'avant-dernière ligne : « Plutôt que... » (au lieu de « Plus tôt que... »).

INNOVATION EN POLITIQUE: UNE REFLEXION POUR L'AVENIR DES FRANÇAIS. Déclin démographique, désagrégation sociale, incertitudes politiques : l'avenir des Français est gravement menacé par le malaise qui frappe l'ensemble des sociétés européennes. Définissant une ambition pour la France, "Les Racines du Futur" présente une réflexion politique originale à partir d'un constat qui n'a peur ni des mots ni des réalités. Pour la première fois, l'essentiel d'un ouvrage politique réside dans la recherche de solutions positives. Construire un futur pour la France, c'est garantir un modèle de Société conforme à ses aspirations et fidèle aux permanences de son Histoire. En répondant à cette attente, "Les Racines du Futur" est un livre de combat pour la liberté, aussi éloigné des valeurs d'une société marchande que du marxisme totalitaire. Parce qu'il est urgent de libérer la pensée politique des contraintes de la banalité et du terrorisme intellectuel, le Club de l'Horloge jette les bases du débat doctrinal, préalable essentiel au débat politique. Il était temps. A lire avant mars. 266 p. Ed. MASSON, 39 E Diffusion André Leson. A commander chez votre libraire.

« L'Humanité » : la notion de discipline républicaine est à « reléguer au musée de l'histoire »

M. René Andrieu écrit dans l'Humanité du 9 février : « Nous demandons la reprise sans délai de la discussion nécessaire pour adopter un programme commun correctement mis à jour et pour définir ensemble les conditions de son application. » Le comité directeur du parti socialiste vient d'opposer une fin de non-recevoir à notre demande pour justifier son refus d'une particulière fragilité.

« est à reléguer au musée de l'histoire, entre le rouet, la lampe à huile et les occasions manquées ». Trop souvent, dans le passé, la gauche non communiste a bénéficié de nos retraites automatiques et pas toujours payés de retour, et elle en a profité ensuite pour mener une politique de droite.

M. Ségué : la C.G.T. ne donnera pas de consigne de vote

M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., a publié, le 9 février au matin, la déclaration suivante : « Divers moyens d'information, dont T.F.1 et France-Inter, tronquant et falsifiant une déclaration que j'ai faite dans un meeting électoral en ma qualité de membre du bureau politique du P.C.F., ont attribué à la C.G.T. une prise de position électorale en relation avec les élections législatives. Par contre, les mêmes ont passé sous silence ma lettre à M. Barre à propos des élections, qui désamorçait ceux qui y recouraient. Il est bien connu que la C.G.T. n'a donné aucune consigne de vote, et il est certain qu'elle n'en donnera pas. » M. Ségué fait ainsi allusion aux commentaires suscités par le discours qu'il a prononcé le 7 février en prédisant à Gentilly (Val-de-Marne), un meeting en faveur de la candidature de M. Georges Michalak.

Cependant, au moment où tous les communistes, quelles que soient leurs responsabilités dans le parti ou dans les organisations de masse où ils militent, sont engagés dans une bataille dont l'importance pour les travailleurs est sans précédent, j'ai considéré qu'il était de mon devoir d'y prendre part ; disons, si vous voulez, que c'est l'exception qui confirme la règle. Mais il avait lancé son appel : « Que cela plaise ou non, la réalité politique nationale fait que le seul moyen qu'on les travailleurs de peser vraiment de tout leur poids à l'heure des décisions capitales, c'est de concurrencer leurs suffrages, le 12 mars, sur les candidats du parti communiste français. » [Ce n'est pas la première fois que M. Ségué participe de façon spectaculaire à la campagne électorale en spécifiant qu'il intervient en tant que responsable du P.C. Il avait également été président des commissions législatives pour appuyer M. Marchais. De même, dans le passé, M. Benoît Frachon, membre du bureau du P.C., estimait que ses fonctions de secrétaire général de la C.G.T. ne l'empêchaient nullement de soutenir les campagnes de Maurice Thorez, alors secrétaire général du P.C.F.]

Libres opinions - s rapports France 1





La préparation à l'AJORITÉ

élections législatives

Le P.C. et le P.S. ne négocieront pas sur un programme avant le 19 mars

(Suite de la première page.) Il est vrai que le P.C.F. est en difficulté sur le problème des désistements. Il convient de noter qu'aucun des dirigeants n'a clairement indiqué que le P.C.F. pourrait refuser d'appliquer cette règle, même si M. Marchais la juge « un peu vieillotte » et si René Audierne est disposé à la réviser au musée de l'histoire. En revanche, le P.S. n'est pas à l'aide de devoir refuser la rencontre sans délai et sans préalable à laquelle ne cesse de le contraindre M. Marchais. On a pu remarquer ce malaise à l'occasion des délibérations du comité directeur du P.S. mercredi 8 février.

● M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, a déclaré, mercredi 8 février, à l'Assemblée nationale (Val-d'Oise) : « Une victoire de la majorité permettra d'élargir en mars prochain, cette majorité ouz socialiste. (...) La victoire de la majorité démontrera que le parti de M. Mitterrand, fondé sur son alliance avec les communistes, conduit depuis vingt ans à une impasse. »

● La fédération Corneo et les élections. — « Nous ne serons pas la fédération Lagardès d'un gouvernement de gauche », a déclaré, mercredi 8 février, à Nancy, M. Jean Corneo, président de la fédération des conseils de parents élèves des écoles publiques.

M. Georges Marchais à Radioscopie

Un ouvrier chez le psychanalyste

Mercredi 8 février. Franco-lin, 17 heures. « Radioscopie ». M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., lève à M. Jacques Chancel. Pour ce dernier, une obsession débouche sur l'homme politique et la star des mass media. M. Marchais intime, l'homme comme les autres, celui qui va accepter, tout à coup, de se laisser aller. Pour ce faire, il va s'efforcer, une heure durant, de mettre son interlocuteur en contradiction avec lui-même. En vain.

« Je suis moi-même, répond avec obstination M. Marchais, tel que je suis tous les jours : dans la vie, chez moi, avec la part, avec les gens. » M. Georges Marchais « qui ne triche jamais » : un Georges Marchais « passionné, borné, sincère, franc ». Méthodique et rusé, le journaliste cherche la faille mais ne la trouve pas. « Un homme politique triche de temps en temps, il est obligé... » « Je refuse », le refuse cette chose », tranche M. Marchais, qui se paie même le luxe de comprendre le « démarche » de son questionneur. Idem, observe-t-il, à celle de ses propres camarades de parti qui s'étonnent de le voir « s'indigner devant des évidences ».

Retour à la politique. Avantage à M. Marchais. Jacques Chancel l'en déçoit aussitôt : « François Mitterrand, votre ami ? — Oui... Mon allié, mon ami, mon ami à la condition qu'il accepte une bonne actualisation... — Un ami sincère ? — C'est un ami... assez difficile... avec lequel il est assez difficile de se lier sur le plan de l'amitié... il n'est pas, en tout cas avec moi, un homme qui se lie particulièrement... C'est difficile... C'est assez difficile... »

POLITIQUE

Les rapatriés sont divisés sur l'attitude à adopter à l'égard des formations politiques

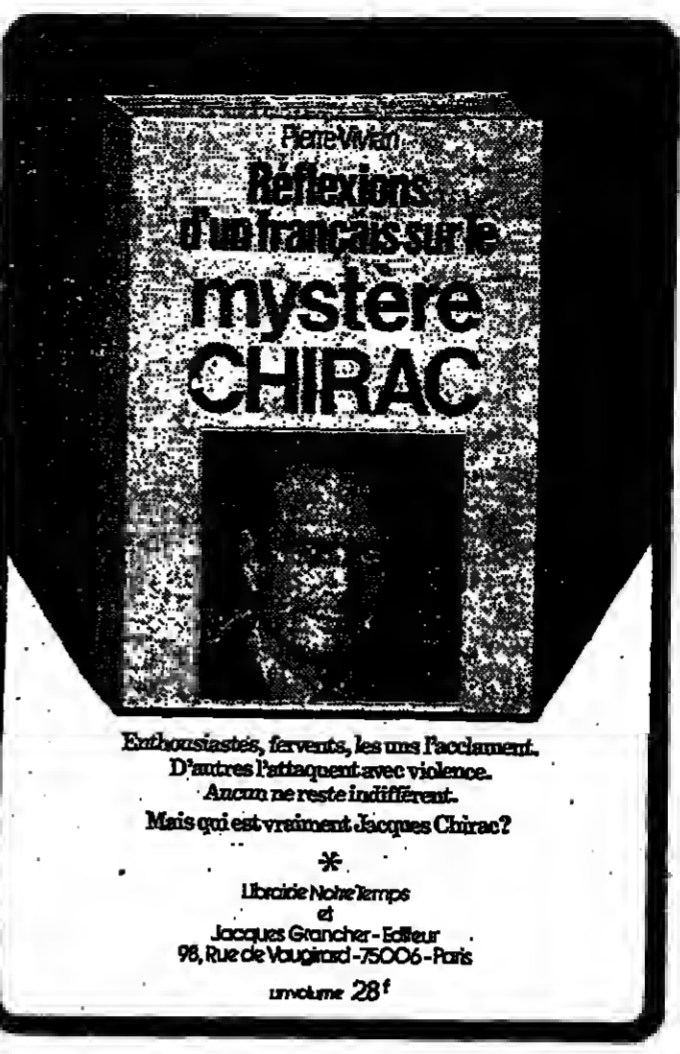
Les associations de rapatriés, unanimes à souligner les insuffisances de la nouvelle loi d'indemnisation qu'elles ont refusé de cautionner, demeurent divisées sur l'attitude à adopter à l'égard des différentes formations politiques.

En revanche, le mouvement du RECOURS, qui a déjà annoncé son intention de « défendre la majorité présidentielle (Le Monde du 3 décembre) réunira son conseil national le samedi 18 février à Nîmes (Gard) afin d'arrêter ses modalités et son cours de la campagne électorale.

président de la République, c'est-à-dire de rejeter les consignes du mouvement du RECOURS. Cette lutte d'influence est assez rude et l'on en juge notamment par la réaction de M. Jacques Roseau, porte-parole du RECOURS, qui a démenti de la façon la plus formelle les rumeurs et calomnies actuellement propagées parmi la communauté des rapatriés tendant à laisser croire que l'action qu'il mène au sein du RECOURS le serait à des fins partisans, personnelles et politiques... - A. R.

(1) Né le 15 mai 1921 à Courbevoie, rue d'un avocat de Bida, M. Pierre Lagallarde avait participé, notamment, à la tête des étudiants d'Alger, au soulèvement de 19 mai 1958, qui avait contribué au retour du général de Gaulle au pouvoir. En décembre 1958, il avait été élu député de la deuxième circonscription de la Seine. Désapprouvant ensuite la politique d'indétermination proposée par le général de Gaulle, il avait pris la tête d'un mouvement d'insurrection à Alger en 1960. Arrêté, incarcéré pendant neuf mois, mis en liberté provisoire, puis s'engageant en Espagne en décembre 1960, il avait été condamné par contumace en 1961 à dix ans de réclusion criminelle, puis déchu de plein droit de son mandat de député. Il a bénéficié de la loi d'amnistie votée en 1962.

Raymond Aron Les élections de mars et la V<sup>e</sup> République Etranges élections, qu'un parti de l'opposition semble ne pas vouloir gagner, et dont les électeurs méconnaissent le sens historique: quelle réponse donneront les Français aux défis économiques de notre temps? Julliard



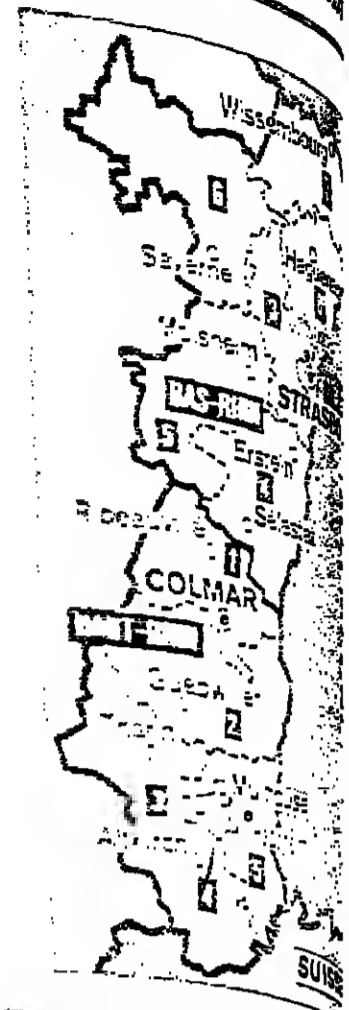
Enthousiastes, fervents, les uns l'acclamant. D'autres l'attaquent avec violence. Aucun ne reste indifférent. Mais qui est vraiment Jacques Chirac? Librairie Notre Temps et Jacques Grancher-Editeur 98, Rue de Valenciennes - 75006 - Paris - volume 28

Français

1978



élections législatives



RHIN : peu de changements dans la continuité

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

M. Valéry Giscard d'Estaing a réuni le conseil des ministres mercredi matin à 8 heures. A l'issue des délibérations le communiqué officiel suivant a été rendu public :

● L'AMELIORATION DES SERVICES PUBLICS EN MILIEU RURAL

Le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture ont dressé un bilan de l'action menée par le gouvernement depuis quatre ans en faveur du maintien et de l'amélioration des services publics en milieu rural.

En application des directives données en juin 1974 par le gouvernement demandant de mettre au terme un processus de tertiarisation des transferts excessifs des services publics indispensables à la vie de nos bourgs et de nos villages, les principaux projets de fermeture ont été abandonnés ou ont donné lieu à des solutions pratiques de substitution pour les populations.

Avec treize mille établissements et trente mille emplois desservant les communes rurales, le poste reste le service public le mieux intégré à la vie et à l'activité des campagnes. La modernisation de la distribution apporte aux populations un service de meilleure qualité. Des expériences de polyvalence administrative menées avec la direction générale des impôts et l'Agence nationale pour l'emploi, notamment, permettent de ne plus multiplier les bureaux peu fréquentés et d'offrir plus de services aux usagers.

Dans le domaine scolaire, le seuil de fermeture des écoles a été abaissé de seize à sept élèves. Des mesures ont été prises pour favoriser l'installation à la campagne des instituteurs. La carte scolaire des collèges a été adaptée afin de maintenir ou d'établir des établissements qui devaient être fermés.

L'organisation générale des transports de voyageurs sera examinée désormais localement dans le cadre des schémas régionaux de transport. La Direction générale des impôts du ministère de l'économie et des finances a implanté mille trois cents postes de correspondants locaux et élargi quatre réseaux spécialisés non prévus initialement dans le plan de réorganisation du réseau comptable.

Compte tenu de ces résultats très positifs et des besoins exprimés, le conseil a décidé d'accroître l'effort entrepris.

Le contrôle des suppressions de services publics sera renforcé : les services de l'Etat devront informer les préfets de tout projet de suppression, au moins six mois avant toute décision. Les préfets pourront saisir de tout projet de fermeture qui leur paraîtrait inopportune le groupe interministériel des services publics en milieu rural créé à cet effet. En cas d'avis défavorable, l'arbitrage du premier ministre sera sollicité.

L'adaptation des services publics aux caractères propres du milieu rural sera plus systématiquement recherchée, notamment par la création de services polyvalents sous la responsabilité des préfets. Dans le courant du premier semestre 1978, une dizaine d'expériences seront réalisées.

Chaque ministère devra fournir le 1er juin 1978 un bilan de l'action menée en faveur de l'adaptation des services dépendant de son autorité et implémentés dans son secteur. Le groupe interministériel remettra au premier ministre le 1er octobre 1978 des propositions de mesures nouvelles visant à améliorer la qualité des services offerts aux populations des zones rurales.

Ces mesures concerneront la polyvalence des services postaux, la préservation, les transports réservés aux élèves, l'assistance administrative, l'information et la prévention sociale, l'aide ménagère familiale, les crèches et garderies à domicile, les services d'urgence, l'action culturelle.

L'adaptation des services publics aux caractéristiques du monde rural est une des conditions de l'avenir du monde rural. Au terme d'une longue période d'exode rural et agricole, l'intérêt général, comme les nouvelles aspirations des Français, commande de maintenir la population rurale et de poursuivre une politique globale d'aménagement rural, qui privilégie l'emploi et l'amélioration des conditions de vie.

Le président de la République a décidé :

- Oser l'indispensable d'assurer la tendance naturelle des administrations et des services publics à se concentrer dans les grands centres et développer un nouvel équilibre, le milieu rural doit pouvoir compter sur la présence active des services publics.

● LA FORÊT

Le ministre de l'agriculture et le ministre de la culture et de l'environnement ont présenté une communication sur la forêt.

Après avoir pris connaissance des conclusions du rapport établi par le groupe de travail présidé par M. Bertrand de Jonville, le conseil des ministres a décidé d'amplifier ses actions menées en vue de préserver et de valoriser le patrimoine forestier considérable. Le premier ans la Communauté européenne, ont disposé notre pays.

L'exploitation de bois doit être légalement valorisée de manière à équilibrer les échanges extérieurs de la France en ce domaine. Le gouvernement a pris, en 1977, un ensemble de mesures pour renforcer les industries utilisatrices du bois et faciliter les relations entre ces industries et les professions forestières. C'est ainsi qu'il a été décidé d'appuyer la réalisation de nou-

velles capacités de production de pâte et de papier un montant de 1,5 milliard de francs, par des prêts du F.D.E.S., plusieurs projets importants ayant déjà été lancés ; le gouvernement veillera également à défendre et à consolider les industries existantes lorsqu'elles sont menacées par la concurrence internationale. Dans le domaine de l'aménagement, un programme de développement des capacités industrielles et commerciales a été défini et sera mis en œuvre par la voie de contrats de croissance avec les entreprises qui en expriment le désir. Pour renforcer des relations entre les utilisateurs de bois et les professionnels forestiers, une expérience pilote a été entreprise, avec le concours de l'Office national des forêts et de l'ensemble des professions concernées, pour améliorer la mobilisation et la commercialisation des bois résineux de montagne. Les moyens de production de bois et les professionnels forestiers ont été encouragés ; enfin, le gouvernement facilitera la constitution d'un interprofession dans ce secteur.

En ce qui concerne la protection du milieu naturel, des moyens renforcés seront consacrés aux actions de gestion de l'équilibre paysan, la fixation des zones, la protection des pentes et celle des eaux, notamment en montagne ; les terres incultes, dans les zones où elles n'ont pas de destination agricole, seront le cas échéant largement plantées ; un effort particulier sera fait pour la reboisement et le développement de la forêt méditerranéenne. Un aménagement forestier favorisé, comparable au rattachement rural, mais adapté aux caractéristiques du secteur, sera mis en œuvre. La création d'un conservatoire de la forêt, jouant pour l'instant un rôle de laboratoire et destiné à inclure la sauvegarde des ensembles forestiers, sera mise à l'étude.

Le rôle de la forêt dans l'amélioration du cadre de vie et l'environnement prend une importance renouvelée. Le ministère de la sylviculture et de l'environnement établira une convention avec l'Office national des forêts fixant les conditions de gestion de la faune et de la flore sur le domaine d'Etat. Le développement des réseaux routiers de desserte sera limité aux besoins d'exploitation. L'accueil du public en forêt sera amélioré, les équipements d'accueil seront développés à la périphérie des espaces forestiers et la circulation automobile à des fins touristiques sera organisée sur les axes principaux. La pédagogie de la forêt sera développée dans les écoles ; l'information et la participation du public seront organisées aux niveaux départemental et national.

Le Conseil supérieur de la forêt sera réorganisé et sa composition sera élargie, de manière à assurer une concertation plus étroite et une meilleure coordination pour la mise en œuvre d'une politique globale de la forêt.

● LE REMBOURSEMENT DES SOINS DENTAIRES

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale a présenté au conseil des ministres du 8 février 1978 les nouvelles modalités de remboursement par la Sécurité sociale des frais de soins dentaires. L'ensemble des soins dentaires sera mieux pris en charge, conformément à l'engagement que le président de la République avait pris à l'autonomie dentaire dans le cadre des Entretiens de Bichat.

Les actes de soins (par exemple le traitement des caries) qui étaient normalement remboursés de manière prise en charge à 75 %, mais les ententes de la nomenclature dentaire ont été modernisées afin d'encourager les traitements destinés à conserver les dents.

C'est une forme efficace de prévention d'encourager les soins légers qui réduisent les traitements ultérieurs lourds et coûteux. Certaines pathologies dentaires, qui étaient jusqu'ici mal remboursées, seront dans de nouvelles conditions, qui permettront de mieux prendre en charge les soins dentaires. Les tarifs conventionnels sont rendus obligatoires et devront être respectés. Afin de développer des rapports équitables avec leurs patients, les chirurgiens-dentistes se sont engagés à fournir un devis écrit avant tout acte de prothèse, et à inscrire sur les factures de Sécurité sociale le montant exact des honoraires perçus.

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale note avec satisfaction ce nouveau progrès du système conventionnel. Avec les chirurgiens-dentistes, c'est désormais la totalité des professions de santé qui ont passé un contrat triennal avec la Sécurité sociale.

● LA COLLECTE DES DONNÉES SCIENTIFIQUES

Le secrétaire d'Etat à la recherche a rendu compte des premières études engagées à la demande du président de la République, pour améliorer les moyens de la collecte, du stockage et de la diffusion des informations scientifiques et techniques. L'importance croissante de ces informations, tant pour la recherche que pour le développement économique, commande de définir une politique nationale qui soit à la mesure des capacités de la France, préserve son indépendance à l'égard des grands réseaux étrangers et assure son rayonnement à l'étranger. Pour y

parvenir, le premier ministre a chargé M. Pierre Alziar, a.s.c. a délégué général à la recherche scientifique et technique, de constituer un groupe de travail interministériel, appelé à dégager les lignes générales d'une politique et à faire des propositions d'actions précises. Au terme d'une première série de réunions, le groupe a recommandé deux mesures immédiates. La première concerne l'information dans le secteur de la chimie, où un important accord de coopération franco-américaine a été conclu le 21 janvier. La seconde porte sur la mise en place d'un gros ouvrage qui permettra l'exploitation, en France, des principaux fichiers bibliographiques existant dans le monde.

Au cours des mois prochains, le groupe proposera d'autres actions prioritaires et s'attachera à définir une stratégie nationale en matière de réseaux documentaires. Parmi les actions déjà identifiées figurent la constitution de banques de données et l'organisation d'une information sur les produits et les catalogues industriels, en vue de mieux faire connaître les produits français et de faciliter notre accès sur les marchés extérieurs.

Le président de la République a souligné que l'action ainsi entreprise est essentielle pour l'avenir et complémentaire de celle conduite dans le domaine de l'industrie de l'information et dans celui des télécommunications ; notre pays doit être capable de maîtriser l'ensemble du circuit de l'information, qu'il s'agisse de la mémoire, du traitement ou de la transmission.

● LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte du conseil des Communautés tenu à Bruxelles le 7 février. Au cours de cette réunion, les Neuf ont constaté la persistance d'un grave déséquilibre des échanges entre la Communauté et le Japon, ils ont chargé la présidence et la Commission d'effectuer une série de

démarches auprès du gouvernement japonais en vue d'obtenir que des mesures appropriées soient prises rapidement pour corriger cette situation.

Le conseil a d'autre part arrêté un premier mandat pour négociation d'adhésion de la Grèce. Il a, à cette occasion, examiné que toutes les questions de substance soulevées par cette négociation pourraient trouver leur solution avant la fin de l'année 1978.

● LE « SOMMET » FRANCO-ALLEMAND

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte des résultats du trente et unième « sommet » franco-allemand. Cette réunion, qui marquait le quinzième anniversaire du traité de 1963, a permis de mettre en valeur l'importance et la profondeur de la coopération établie entre les deux pays et de réaffirmer que l'entente franco-allemande est plus que jamais la base indispensable de la coopération européenne. Les deux gouvernements ont constaté que la convergence désormais mieux assurée entre les deux économies contribue à l'équilibre et à la consolidation du dialogue franco-allemand. Ils ont retenu des orientations communes pour la poursuite de la coopération entreprise, dans le domaine de l'harmonisation des politiques économiques, comme dans le domaine industriel, scientifique et technique. Des décisions concrètes pourront être prises très prochainement, en particulier dans le domaine de l'aérospatiale et de l'espace.

LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être L'APPARTEMENT que vous recherchez.

LE GETRAC PRÉSENTE UN CANDIDAT DANS CHAQUE CIRCONSCRIPTION

Ce candidat est révolutionnaire, son nom le PARACOL, grâce à lui on ne peut plus désormais afficher partout et sur tout. En effet, tout mur, édifice, un affichage déjà posé, peuvent être protégés par le PARACOL. Ce produit économique, fabriqué, commercialisé par le Groupement Européen de Traitement Chimique, s'applique au pinceau ou au pistolet, il est efficace immédiatement. Documentation : GETRAC, 005-83-81. Parc Industriel - 71300 TORCY.

PARLEZ EN LANGUES...

ARABE littéraire moderne  
ANGLAIS  
ARABE ALGÉRIEN  
PERSAN

CREA-FRANCE  
Session février-juin 1978  
19, rue de Babylone, 75007 Paris.  
TEL. : 548-44-00, 544-24-22.

DE GAULLE et le CONSEIL NATIONAL de la RESISTANCE

Jacques Debó-Bridel

Jacques Debó-Bridel, l'un des seize membres fondateurs du C.N.R., journaliste, sénateur R.P.F. et militant gaulliste de choc, est le narrateur passionnant de l'extraordinaire aventure qui devait porter au pouvoir en 1945 son inspirateur, le Général de Gaulle.



0 pages  
2 Francs  
Editions France-Empire

la Sécurité Routière vous informe

# 20 000 VIES SAUVEES EN CINQ ANS

De 1972 à 1977, le nombre annuel des tués sur les routes françaises a été ramené de 17 000 à 13 000 environ. De nombreuses vies ont donc été épargnées.

Si les pouvoirs publics n'avaient pas engagé une politique vigoureuse de sécurité routière, l'effort aurait sans doute continué. En cinq ans, 20 000 vies humaines ont été sauvées et 30 milliards de francs économisés pour le pays.

Ces résultats sont largement dus à deux mesures qui ont demandé la coopération des usagers de la route et qui ont fait la preuve de leur efficacité :

- les limitations de vitesse
- l'utilisation de la ceinture de sécurité.

**UN PETIT CLIC VAUT MIEUX QU'UN GRAND CHOC**

La France a été le premier pays d'Europe à rendre obligatoire l'utilisation de la ceinture de sécurité ; depuis juillet 1973 pour la circulation sur route ; depuis janvier 1975 pour la circulation en agglomération — de 22 h à 6 h du matin — et sur les voies rapides en ville.

Les ceintures sont de plus en plus pratiques. Aujourd'hui les ceintures à enrouleur équipent la plupart des voitures neuves.

**POURQUOI LA CEINTURE DE SECURITE ?**

Sur plus de 120 000 accidents analysés, il est apparu que le risque d'accident mortel était divisé par plus de deux pour ceux qui utilisaient la ceinture de sécurité. Pourquoi ?

- parce qu'à 80 km/h en cas de choc brutal, les occupants d'une voiture, non ceinturés, sont projetés en avant par une force de 40 à 50 fois supérieure à leur poids. Seule la ceinture de sécurité peut absorber cette énergie ;
- parce qu'à moins de 90 km/h, l'accident est très rarement mortel avec une ceinture de sécurité.

**20 000 VIES SAUVEES EN 5 ANS. CONTINUONS**

Notre prochain communiqué : les limitations de vitesse



L'ENLÈVEMENT DE M. NOËL DAIX

La façade de l'« union sacrée »

Lyon. — Avant le dénouement intervenu dans la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 février, le procureur de la République à Lyon, M. Estrangin, avait tenu dans l'après-midi de mercredi, au cours d'une conférence de presse, à fournir un démenti, à apporter une précision et à célébrer une « union sacrée ».

De notre envoyé spécial

rait finalement laisser penser que tout ne va pas aussi bien qu'on le dit. Mais peut-être doit-on chercher ailleurs, à un niveau supérieur, la réponse à cette interrogation.

On a pu constater, en effet, que l'état-major de crise, constitué sur proposition du ministre de la Justice et réuni une seule fois publiquement, pour la conférence de presse du mardi 7 février, semble au fil des heures s'être effacé derrière le corps des magistrats lyonnais.

De plus, ce n'est pas le préfet de région ou le détenteur de l'autorité préfectorale, voire un responsable de la police, qui y ont tenu le rôle principal.

L'ouverture d'une information judiciaire avait été décidée par le parquet lyonnais dans la nuit même de l'enlèvement, alors que, par exemple, pour le même motif, cette information judiciaire n'a été ouverte que dix jours après l'enlèvement du baron Empain.

Il n'est pas interdit de penser que la réponse des magistrats du tribunal de grande instance, réunis en assemblée générale, mardi après-midi, a été de faire comprendre à M. Le Guénech que pour cette affaire ressortissait d'abord au « pouvoir judiciaire ».

PIERRE GEORGES.

APRÈS SEPT ANNÉES D'INSTRUCTION

Le tribunal de Pontoise examine les circonstances de la mort de cinq nourrissons dans une clinique

Il aura fallu sept ans d'instruction et deux audiences devant le tribunal correctionnel de Pontoise (Val-d'Oise), pour examiner les responsabilités en jeu dans l'affaire de la pouponnière de Sarcelles. Le 13 mars 1971, cinq enfants nouveau-nés avaient péri dans un incendie qui s'était déclaré dans la nurserie de la clinique Alexis Carrel, de Sarcelles, et sept autres avaient été grièvement blessés (le Monde du 16 mars). Après une première audience, le 19 janvier dernier, réservée aux témoins et aux experts, le tribunal a entendu, mardi 7 février, réquisitoire et plaidoiries pendant plus de cinq heures.

Le feu avait pris naissance dans un berceau chauffant, sorte d'habitacle en plexiglass alimenté en oxygène et muni d'un dispositif de chauffage par résistances électriques. Deux fils allaient, ce soir-là, provoquer l'incendie : le matériel destiné à recevoir l'enfant et placé dans le berceau chauffant avait été installé au lieu de la taille obligatoire. Des caches avaient, en outre, été disposés contre la plaque de protection et pour protéger l'enfant des chocs, à l'extérieur du berceau chauffant.

Prévenus libres, deux personnes comparaitraient devant le tribunal correctionnel, inculpées d'homicides involontaires : M. Marie-Philippe Lefebvre, médecin chef et coauteur de la clinique, défendu par M. Jean-Claude Barreau, et M. Lucien Caron, P.-D.G. en retraite de la société Mecca Victor fabricant du berceau chauffant Thermo-Baby, défendu par M. Alain Confino.

Le directeur de la clinique s'est vu reprocher le nombre important de nouveau-nés ce soir-là dans la nurserie (trente-deux au lieu de quelques dix enfants prévus selon les normes établies par décret en date du 9 mars 1968), ainsi que la mauvaise utilisation du berceau chauffant.

JACQUELINE MEILLON.

« POUR FAIRE LIBÉRER UN DÉTENU »

(Suite de la première page.)

Au cours d'une conférence de presse tenue ce jeudi à la préfecture du Rhône, M. Chaix a donné des indications sur les circonstances dans lesquelles M. Noël Daix avait été retrouvé. « Il était frigorifié », a-t-il dit, « étonné de sa bonne aventure, mais surpris de ne pas avoir été retrouvé plus tôt ».

En fait, M. Daix est resté près de dix-huit heures dans son inconfortable position, enchaîné à un arbre dans le parc d'une clinique désertée.

Les poursuites contre Mlle Monique Guemann et la « journée nationale » du Syndicat de la magistrature

Besançon. — Mlle Monique Guemann, premier substitut du procureur de la République et Draguignan et vice-présidente du Syndicat de la magistrature, a été poursuivie par le procureur général de Besançon, le 10 février, par la commission de discipline du parquet, après avoir été provisoirement suspendue pour avoir fait, le 18 novembre dernier, de son « inquiétude » à propos de l'extradition de l'avocat M. Klaus Croissant. Les propos tenus en audience publique par Mlle Guemann

constituent-ils une violation de l'article 33 du statut de la magistrature qui sanctionne « tout manquement par un magistrat aux devoirs de son état, à l'honneur, à la délicatesse ou à la dignité ».

Y aurait-il alors deux poids, deux mesures dans la balance de la justice, se demande le Syndicat de la magistrature qui organise une « journée nationale » à l'occasion de cette comparaison ? La section de Montbéliard (Doubs) de cette

organisation l'affirme, pour des raisons qu'il dépasse le cadre de cette petite juridiction. En outre, ce neuf de ses onze magistrats y sont membres du Syndicat de la magistrature. Pour le prouver, la section de Montbéliard a distribué des pièces sont destinées à prouver que si certains juges ne peuvent exprimer ce qu'ils pensent sous peine d'être sanctionnés, d'autres ont tout le loisir de le faire. L'exercice de la « libre parole » est-il donc à sens unique ?

« S'agit-il de la tenue des propos ou de la tenue des hiérarchies de M. Delavennat qui le fait échapper aux poursuites ? » se demande M. Dreyfus.

La présentation à la presse de ce recueil de morceaux choisis n'a pas, si c'était encore possible, annulé les rapports de ce tribunal avec son chef de cour, Montbéliard la contestataire contre Besançon la réactionnaire : jusqu'à l'été dernier, cependant, tout allait valait que vaille. La bataille livrée par le tribunal de Montbéliard, M. Maurice Turin, d'une lettre accompagnant le rapport de son magistrat, a été massive, le magistrat signalant en termes modérés qu'il approuvait « certaines critiques formulées à l'égard du système actuel de la magistrature ».

Doze jours plus tard, M. Delavennat répondait à M. Turin. « Ces scrupules m'inquiètent, écrit-il, ne sont-ils pas le fruit de la

sensence ? » M. Delavennat suggère même au président du tribunal de Montbéliard soit de rechercher une autre activité sur laquelle l'Agence de l'emploi se fera un plaisir de le renseigner, soit de demander sa mise à la retraite.

« La présentation à la presse de ce recueil de morceaux choisis n'a pas, si c'était encore possible, annulé les rapports de ce tribunal avec son chef de cour, Montbéliard la contestataire contre Besançon la réactionnaire : jusqu'à l'été dernier, cependant, tout allait valait que vaille. La bataille livrée par le tribunal de Montbéliard, M. Maurice Turin, d'une lettre accompagnant le rapport de son magistrat, a été massive, le magistrat signalant en termes modérés qu'il approuvait « certaines critiques formulées à l'égard du système actuel de la magistrature ».

Doze jours plus tard, M. Delavennat répondait à M. Turin. « Ces scrupules m'inquiètent, écrit-il, ne sont-ils pas le fruit de la

sentence ? » M. Delavennat suggère même au président du tribunal de Montbéliard soit de rechercher une autre activité sur laquelle l'Agence de l'emploi se fera un plaisir de le renseigner, soit de demander sa mise à la retraite.

« La présentation à la presse de ce recueil de morceaux choisis n'a pas, si c'était encore possible, annulé les rapports de ce tribunal avec son chef de cour, Montbéliard la contestataire contre Besançon la réactionnaire : jusqu'à l'été dernier, cependant, tout allait valait que vaille. La bataille livrée par le tribunal de Montbéliard, M. Maurice Turin, d'une lettre accompagnant le rapport de son magistrat, a été massive, le magistrat signalant en termes modérés qu'il approuvait « certaines critiques formulées à l'égard du système actuel de la magistrature ».

Doze jours plus tard, M. Delavennat répondait à M. Turin. « Ces scrupules m'inquiètent, écrit-il, ne sont-ils pas le fruit de la

sentence ? » M. Delavennat suggère même au président du tribunal de Montbéliard soit de rechercher une autre activité sur laquelle l'Agence de l'emploi se fera un plaisir de le renseigner, soit de demander sa mise à la retraite.

« La présentation à la presse de ce recueil de morceaux choisis n'a pas, si c'était encore possible, annulé les rapports de ce tribunal avec son chef de cour, Montbéliard la contestataire contre Besançon la réactionnaire : jusqu'à l'été dernier, cependant, tout allait valait que vaille. La bataille livrée par le tribunal de Montbéliard, M. Maurice Turin, d'une lettre accompagnant le rapport de son magistrat, a été massive, le magistrat signalant en termes modérés qu'il approuvait « certaines critiques formulées à l'égard du système actuel de la magistrature ».

Doze jours plus tard, M. Delavennat répondait à M. Turin. « Ces scrupules m'inquiètent, écrit-il, ne sont-ils pas le fruit de la

sentence ? » M. Delavennat suggère même au président du tribunal de Montbéliard soit de rechercher une autre activité sur laquelle l'Agence de l'emploi se fera un plaisir de le renseigner, soit de demander sa mise à la retraite.

« La présentation à la presse de ce recueil de morceaux choisis n'a pas, si c'était encore possible, annulé les rapports de ce tribunal avec son chef de cour, Montbéliard la contestataire contre Besançon la réactionnaire : jusqu'à l'été dernier, cependant, tout allait valait que vaille. La bataille livrée par le tribunal de Montbéliard, M. Maurice Turin, d'une lettre accompagnant le rapport de son magistrat, a été massive, le magistrat signalant en termes modérés qu'il approuvait « certaines critiques formulées à l'égard du système actuel de la magistrature ».

Doze jours plus tard, M. Delavennat répondait à M. Turin. « Ces scrupules m'inquiètent, écrit-il, ne sont-ils pas le fruit de la

Le veau froid du premier président

De notre envoyé spécial

Pour prouver qu'on a au ministère de la Justice une vision élargie des écarts de langage, il cite un passage du discours de M. Delavennat, prononcé le 18 septembre 1974, à l'occasion de l'installation du procureur général, M. Georges Beljean. Un extrait de ce discours est paru dans le quotidien de la magistrature, le 19 septembre 1974, sous le titre « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de sincérité ». M. Delavennat a écrit : « Vous êtes un défenseur de la paix publique et vous vous présentez devant la cour en qualité d'agent bénéficiant d'un préjugé de sincérité. Vous n'êtes pas à prêter serment, et... c'est votre droit le plus strict de mentir... »

Les réflexions étonnantes du haut magistrat de Besançon ne s'arrêtent pas aux portes des salles d'audience. On les retrouve quelquefois dans certains arrêts. Dans un conflit opposant le syndicat C.F.T. de la métallurgie et le syndicat C.G.T. des métaux aux établissements Peugeot à propos d'entraves aux libertés syndicales, M. Delavennat a écrit : « Dans un arrêt en date du 18 janvier 1977 : « Attendu que la cour tient comme conforme à la réalité de la version des faits donnée par le service d'ordre ; a priori suspectée, de préférence à la version qu'en ont donnée les trois témoins, dont le point de vue est manifestement intéressé... »

HUIT MEMBRES DU F.L.B. SONT PRÉSENTÉS DEVANT LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

De notre correspondant

Rennes. — L'enquête de flagrant délit, déclenchée le jeudi 3 février par le S.R.P.J. de Rennes, a été l'interpellation, près de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), de M. Serge Rojinsky, 30 ans, instituteur, et de M. Georges Jouin, 31 ans, chômeur, alors qu'ils transportaient des armes et des explosifs dans leur automobile, abouti à la reconnaissance de douze attentats commis entre le 14 mars 1976 et le 21 octobre 1977 dans le département des Côtes-du-Nord et d'un attentat, perpétré dans la nuit du 8 au 9 janvier 1977, contre le palais de justice de Saint-Malo.

Les magistrats de Montbéliard n'en veulent pas particulièrement au premier président de la cour d'appel. « Non, il ne s'agit pas d'un « donateur », explique M. Xavier Lortol, délégué régional du Syndicat de la magistrature.

Advertisement for GERCA used cars. It features a large arrow graphic pointing right. Text includes: 'DU NOUVEAU DANS LA VOITURE D'OCCASION. GERCA NE PROPOSE QUE DES VOITURES GARANTIES.' Below this, it lists various car models and prices, such as 'Citroën CX', 'Citroën BX', 'Citroën CXI', 'Citroën CXII', 'Citroën CXIII', 'Citroën CXIV', 'Citroën CXV', 'Citroën CXVI', 'Citroën CXVII', 'Citroën CXVIII', 'Citroën CXIX', 'Citroën CXXX'. Prices range from 10,000 F to 15,000 F. At the bottom, it says 'LA CENTRALE DES SPECIALISTES DE L'AUTOMOBILE' and 'Garantie conventionnelle du vendeur selon le véhicule choisi et le type de garantie souhaité.'

صحة من الاموال

# CENTRALE GERCA

Une sélection de voitures d'occasion garanties par des spécialistes de l'automobile et des concessionnaires de marque.



18 rue Volney 75002 Paris

ON... instances... clinique... DU NOUVEAU DANS LE VOTRE OCCASION... GRAND NE PREND QUE LE VOTRE GARANT...

de 8.000 à 10.000 F

AUSTIN 1025 ST 470  
1974 - 1re main - bleu noir  
int. simili - moteur neuf  
RELAIS DES NATIONS 275-42-72

de 10.000 à 13.000 F

ALFA ROMEO 2000 261  
1974 - 1re main - int. simili marron  
74.000 km.

de 15.000 à 18.000 F

AUDI 50 GL 462  
1973 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 20.000 à 25.000 F

AUDI 80 GL 681  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 25.000 à 30.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 13.000 à 15.000 F

AUSTIN 800 465  
1977 - 1re main - rouge  
int. simili - 22.000 km.

de 15.000 à 18.000 F

AUDI 50 GL 462  
1973 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 20.000 à 25.000 F

AUDI 80 GL 681  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 25.000 à 30.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 13.000 à 15.000 F

AUSTIN 800 465  
1977 - 1re main - rouge  
int. simili - 22.000 km.

de 15.000 à 18.000 F

AUDI 50 GL 462  
1973 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 20.000 à 25.000 F

AUDI 80 GL 681  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 25.000 à 30.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 13.000 à 15.000 F

AUSTIN 800 465  
1977 - 1re main - rouge  
int. simili - 22.000 km.

de 15.000 à 18.000 F

AUDI 50 GL 462  
1973 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 20.000 à 25.000 F

AUDI 80 GL 681  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 25.000 à 30.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 13.000 à 15.000 F

AUSTIN 800 465  
1977 - 1re main - rouge  
int. simili - 22.000 km.

de 15.000 à 18.000 F

AUDI 50 GL 462  
1973 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 20.000 à 25.000 F

AUDI 80 GL 681  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 25.000 à 30.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 13.000 à 15.000 F

AUSTIN 800 465  
1977 - 1re main - rouge  
int. simili - 22.000 km.

de 15.000 à 18.000 F

AUDI 50 GL 462  
1973 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 20.000 à 25.000 F

AUDI 80 GL 681  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 25.000 à 30.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 13.000 à 15.000 F

AUSTIN 800 465  
1977 - 1re main - rouge  
int. simili - 22.000 km.

de 15.000 à 18.000 F

AUDI 50 GL 462  
1973 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 20.000 à 25.000 F

AUDI 80 GL 681  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 25.000 à 30.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 13.000 à 15.000 F

AUSTIN 800 465  
1977 - 1re main - rouge  
int. simili - 22.000 km.

de 15.000 à 18.000 F

AUDI 50 GL 462  
1973 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 20.000 à 25.000 F

AUDI 80 GL 681  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 25.000 à 30.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

## ADRESSES DES ANNONCES

AUGUSTIN-CITROEN : 53, rue Danjoul, 92100 BOULOGNE.  
AUTO-LUX (GARAGE) : 89, rue de Tolbiac, 75013 PARIS.  
AUTO-RITZ S.A. : 23, boulevard Arago, 75013 PARIS.  
CHARLES POZZI : 11, avenue de la Porte-d'Amélie, 75017 PARIS.  
CITROEN-BESNARD : 63, avenue de Verdun, 92000 IVRY-SUR-SEINE.  
CITROEN-NATION : 42, cours de Vincennes, 75011 PARIS.  
DUPUISON-EST-AUTO : 13 à 17, rue Armand-Carré, 75019 PARIS.  
FAIR-PLAY AUTOMOBILES : 88, boulevard Perret, 75017 PARIS.  
FERMICOURT (STO) : 149, boulevard de Grenelle, 75016 PARIS.  
GARAGE EDGAR-QUINET : 13 à 15, rue Falguière, 75016 PARIS.  
GARAGE LA CHAPELLE : 20, boulevard de la Chapelle, 75018 PARIS.  
GARAGE MODERNE : 19, rue de Passy, 75016 PARIS.  
GARAGES NATION : 42-48, rue de Picpus, 75012 PARIS.  
LEDU-ROLLIN (AUTOMOBILES) : 133, avenue Ledru-Rollin, 75011 PARIS.  
M.A.I. : 91, avenue d'Italie, 75013 PARIS.  
MERINO S.A. : 34, rue du Gard-Chasse, 92000 POTREUX.  
PARIS-BREVES-OCCASIONS : 115, av. du Président-Wilson, 92000 POTREUX.  
PARIS-SACAM : 10, rue Curmoussy, 75017 PARIS.  
PAUL-DOUMER-AUTOMOBILES : 84, avenue Paul-Doumer, 75019 PARIS.  
PAUL-GARAGE : 37, rue Dulours, 75017 PARIS.  
PIERRE-GERARD-AUTOMOBILES : 60, rue de Malte, 75011 PARIS.  
PIGNET (ETS) : 123, avenue d'Italie, 75013 PARIS.  
RELAIS-DES-NATIONS : 238-272, avenue de la République, 94120 FONTENAY-BOIS-BOIS.  
RENAULT-POINTE : 50, rue de la Pompe, 75016 PARIS.  
RENE PETIT S.A. : 81, rue de Meaux, 75018 PARIS.  
R.V.A. : 83, boulevard Raspail, 75006 PARIS.  
SABRA : 105, boulevard Murat, 75016 PARIS.  
SAFTI : 78, rue de Longchamp, 75016 PARIS.  
SAMBourg AUTOMOBILES : 13 à 17, rue Fénelon-David, 75018 PARIS.  
SAZIERES AUTOMOBILES : 43, avenue de Stalingrad, 92700 COLOMBES.  
SIDAT-PARIS-SUD : 20, rue Bartrou, 75013 PARIS.  
SIDAT-TOTOTA-ASNIERES : 3, rue de Normandie, 92000 ASNIERES.  
SIDAT-TOTOTA-MURAT : 147, boulevard Murat, 75016 PARIS.

de 20.000 à 25.000 F

AUDI 80 GL 681  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 25.000 à 30.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 30.000 à 35.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 35.000 à 40.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 20.000 à 25.000 F

AUDI 80 GL 681  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 25.000 à 30.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 30.000 à 35.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 35.000 à 40.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 20.000 à 25.000 F

AUDI 80 GL 681  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 25.000 à 30.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 30.000 à 35.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 35.000 à 40.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

Les spécialistes de l'Automobile et les Concessionnaires de Marque annonceurs vous conseilleront utilement pour résoudre votre éventuel problème de financement

de 25.000 à 40.000 F

ALFA-ROMEO ALFETTA 2000 1945  
1978 - 1re main - radio - blanc - int. tissu gris 2 tons - 10.000 km.

de 30.000 à 35.000 F

AUDI 80 GL 681  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 35.000 à 40.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 40.000 à 45.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 25.000 à 40.000 F

ALFA-ROMEO ALFETTA 2000 1945  
1978 - 1re main - radio - blanc - int. tissu gris 2 tons - 10.000 km.

de 30.000 à 35.000 F

AUDI 80 GL 681  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 35.000 à 40.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 40.000 à 45.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

de 45.000 à 50.000 F

AUDI 100 4 P. 671  
1974 - 1re main - int. simili  
61.000 km.

# ÉDUCATION

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant

**LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC**

Cours avec applications en français

Documentation gratuite : ÉDITIONS OMBRES BBC, 8, rue de Bari - 75008 Paris

**STAGES LINGUISTIQUES EN ANGLETERRE**

Oxford Intensive School of English

Pour un séjour vraiment profitable : Programme de cours individualisés, familles d'accueil choisies ; niveaux scolaire, universitaire, adulte ; programme loisir.

O.I.S.E. (Information) 16 rue de Valenciennes, 75016 Paris - Tél. 23-42-22

**APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE**

Hôtel confortable et école dans la même bâtisse

5 heures de cours par jour des devoirs

Petits groupes (maximum 8 étudiants)

Écouteurs dans toutes les chambres

Laboratoire de langues moderne

École reconnue par le ministre d'Éducation anglais

Placée intérieure chaude, sauna, etc. Situation tranquille bord de mer

Service de RÉSERVE BANQUETE

REN. A. G.

TÉL. : THAMES 512-12

4, rue de la Persevalence, 55, SANDOUBE

TÉL. : 55-76-23 en soirée

**50<sup>ème</sup> anniversaire**

**PAQUES**

Zones A et B du 1<sup>er</sup> au 17 avril

Zone C du 18 au 24 avril

Parce qu'une LANGUE ÉTRANGÈRE s'apprend sur place venez avec nous en

ANGLETERRE  
ECOSSE  
ÉTATS-UNIS  
ALLEMAGNE  
ESPAGNE

OSFB

Organisme affilié au R.E.C.P. ou au R.A.C. dans une situation valable.

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE

43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-63-49

**encore plus douces...**

**Lentilles de contact souples**

On ne les sent plus sur l'oeil

Un pas considérable vient d'être franchi dans la technique des lentilles de contact : fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau (dans aux larmes et à l'air), spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles...

**Essayez YSOPTIC**

80, Bd Malesherbes  
75008 PARIS Tél. 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

**Anglo-Continental... vient en tête pour l'anglais en Angleterre**

Anglo-Continental Educational Group (ACEG) est un groupe de 12 écoles de langue de première catégorie, disposant d'une expérience de plus de 25 années et travaillant avec les méthodes d'enseignement modernes.

- Cours de langue généraux, intensifs et études très intensives
- Cours préparatoires aux examens
- Cours spéciaux pour professionnels, commerçants, personnel de banque et professeurs d'anglais
- Cours de vacances pour enfants, adolescents et adultes
- Logements choisis avec grand soin.

Demandez, sans engagement, le programme des cours ACEG.

ACEG 23 Winborne Road, Bournemouth, Angleterre, Tél. 23 21 28, Telex 41428

ACEG Seefeldstrasse 17, CH-8008 Zurich/Suisse, Tél. 01/47 78 11, Telex 52 32 29

Prénom: \_\_\_\_\_ P.S.

No postal: \_\_\_\_\_

Domicile: \_\_\_\_\_

## POUR PROTESTER CONTRE UNE « HATE ÉLECTORALISTE »

### Les syndicats bloquent la discussion des textes sur l'aide à l'enseignement privé

Le Conseil de l'enseignement général et technique (C.E.G.T.) n'a pu siéger, comme prévu, le mercredi 8 février. Il devait examiner, pour avis, divers textes, dont un sur les nouveaux programmes de sciences physiques en classe de seconde et surtout huit projets de textes sur l'enseignement privé, en application de la loi du 25 novembre 1977 relative à la liberté de l'enseignement, dite « loi Guerneur », et de la loi sur les handicaps, du

30 juin 1975. Les représentants des syndicats d'enseignants de la FEN, du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), du Syndicat national des collèges (S.N.C.) ainsi que ceux de la Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E.), présidé par M. Jean Cornac, ne se sont pas présentés. Sur soixante-neuf membres, une trentaine seulement était présente. Le quorum n'était pas obtenu et la réunion a dû être reportée.

Les représentants des syndicats affiliés à la FEN ont expliqué leur décision de ne pas siéger en dénonçant la « haine électorale » du ministre de l'éducation, et les décrets, affirme la FEN, ont obtenu en quelques semaines, sous la pression déchaînée, l'assentiment des ministères concernés. Lors que les débats sont habituellement considérables quand il s'agit de textes concernant l'enseignement public. La FEN veut donc marquer son « irréductible hostilité » à une politique scolaire « qui a pour objectifs majeurs d'entraver le fonctionnement normal de l'enseignement public, en le privant des moyens nécessaires, en tolérant ou en encourageant contre lui des campagnes de dénigrement insensibles, et de développer l'enseignement privé en lui accordant des avantages sans cesse accrus ».

Deux syndicats d'enseignants de l'enseignement catholique ont également protesté. La Fédération nationale des syndicats professionnels de l'enseignement libre catholique, pour qui « cette manœuvre aboutit en fait à un report de la publication des premières mesures possibles qui ces textes apportent aux maîtres de l'enseignement privé sans contrat ». Et le Syndicat national de l'enseignement chrétien (S.N.E.C.) qui estime que « ces méthodes employées au cours de ces dernières années ont permis de réaliser une véritable mutation de milliers de maîtres et de travailleurs ».

**« Une volonté de détruire l'enseignement catholique »**

« Une volonté de détruire l'enseignement catholique »

Les dirigeants de l'enseignement catholique ont fait connaître immédiatement leur mécontentement. Les membres de la Commission permanente du Comité national de l'enseignement catholique et les représentants de l'enseignement privé au C.E.G.T. ont exprimé à leur dialogue devant ce refus de dialogue et de justice sociale, la part de ceux qui, pourtant, se déclarent satisfaits de leur communiqué, ne pas voir dans

« une volonté de détruire l'enseignement catholique »

### LA LOI GUERNEUR

La loi du 25 novembre 1977 sur la liberté de l'enseignement, complémentaire à la loi Debré du 31 décembre 1959, avait été adoptée en juin dernier par les députés, à la fin de la session parlementaire. Cette loi, la « loi Guerneur », du nom du député (R.P.R.) du Finistère qui avait été l'origine du texte, avait été approuvée, sans amendement, par le Sénat le 25 octobre. Un recours ayant été déposé par des parlementaires de la gauche devant le Conseil constitutionnel, celui-ci avait rendu le 23 novembre 1977 une décision la déclarant conforme à la Constitution (le Sénat du 26 novembre 1977).

La loi comporte les dispositions suivantes :  
— La nomination des maîtres sous contrat est faite « sur proposition de la direction de l'établissement et non plus du recteur ». Les maîtres sont « tenus au respect du caractère propre de l'établissement ».

— L'État peut participer « dans la limite des crédits » au financement des ateliers de technologie construits dans les collèges privés en vertu de l'application de la réforme Haby.

— Les maîtres sous contrat auront les mêmes avantages sociaux (retraite, formation) et professionnels (avancées) que ceux de l'enseignement public. Cette « égalisation » devra être achevée dans cinq ans.

— L'État prendra à sa charge la formation initiale et continue des maîtres sous contrat en signant des conventions avec les centres de formation, « dans le respect du caractère propre ».

— Les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat d'association (forfait d'entretien) seront prises en charge par l'État, sous la forme d'une contribution forfaitaire versée par élève et par an « au vu de l'enseignement public ».

Une autre loi sur l'enseignement agricole privé — également sur l'initiative de M. Guerneur — avait été adoptée à la session d'automne, mais le Conseil constitutionnel l'a déclarée, le 18 janvier, non conforme à la Constitution (le Sénat du 20 janvier).

## LE MINISTRE FAIT LE BILAN DE SON ACTION PENDANT QUARANTE-QUATRE MOIS

### Autocritique

Il y a quarante-quatre mois que M. Haby est ministre de l'éducation. L'Association des journalistes universitaires l'avait invité, mercredi 8 février, à faire le bilan de son action. Il a fait sans enthousiasme, comme si le passé avait moins d'intérêt pour lui que le futur immédiat, comme si le candidat à la députation se souciait plus — désormais — du sort des élections de Lunéville que des enfants touchés par la réforme qu'il a menée en pleine confiance.

Sans paraître vraiment désabusé, le ministre de l'éducation n'a pas eu, pour défendre ses réalisations, l'ardeur qu'il y mettait encore il y a quelques semaines. Ministre « technicien » — il était resté avant d'être nommé rue de Grenelle, des l'accostement de M. Giscard d'Estaing au pouvoir.

Il y a quarante-quatre mois que M. Haby est ministre de l'éducation. L'Association des journalistes universitaires l'avait invité, mercredi 8 février, à faire le bilan de son action. Il a fait sans enthousiasme, comme si le passé avait moins d'intérêt pour lui que le futur immédiat, comme si le candidat à la députation se souciait plus — désormais — du sort des élections de Lunéville que des enfants touchés par la réforme qu'il a menée en pleine confiance.

**« Ot sont les convictions profondes de M. Haby ? La réforme de la formation des maîtres — présentée jadis par lui comme la clé de voûte de la réforme — est encore en gestation. Serait-ce parce que le ministre n'y croit guère ? »**

« Ot sont les convictions profondes de M. Haby ? La réforme de la formation des maîtres — présentée jadis par lui comme la clé de voûte de la réforme — est encore en gestation. Serait-ce parce que le ministre n'y croit guère ? »

### La soupape du privé

Si le ministre de l'éducation — étonnant paradoxe — ne croit pas à la formation au moment même où le gouvernement affirme, dans le programme de Blais, que cette réforme serait l'une des priorités de la prochaine législature, au moins a-t-il fait de la manière dont fonctionne l'enseignement public ? Pas même.

### Un plaidoyer pour l'équilibre

Un plaidoyer pour l'équilibre

## SCIENCES

### Au Canada

### CINQ NOUVEAUX MORCEAUX DE COSMOS-954 ONT ÉTÉ RETROUVÉS

Cinq nouveaux morceaux, faiblement radio-actifs, du satellite soviétique Cosmos-954 qui s'est désintégré le 24 janvier dernier dans le ciel canadien, ont été retrouvés mercredi 8 février dans les terres du nord-ouest du Canada. D'autres parties, apparemment de source bien informée à Ottawa, le Canada a adressé la semaine dernière un mémorandum aux pays membres du comité scientifique et technique de l'ONU

pour l'utilisation pacifique de l'espace, afin que l'incident survient au satellite soviétique soit inscrit à l'ordre du jour de la prochaine réunion de ce comité. Cela permettrait notamment l'examen des conséquences juridiques de cette affaire, en particulier du point de vue de l'indemnisation financière que le gouvernement canadien s'estime en droit de recevoir de l'Union soviétique.

**Le cargo spatial Progress-1**, qui s'est séparé lundi de la station orbitale Saliout-6, est tombé mercredi 8 février, au-dessus de l'Océan Pacifique, dans la région de l'équateur, comme prévu. Il contenait des équipements usagés en provenance de Saliout-6. On ignore s'il a entièrement brûlé dans l'atmosphère ou si des fragments se sont dispersés dans l'Océan.

### Mme JACQUELINE NONON EST NOMMÉE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE

Sur proposition du premier ministre, le président de la République a décidé de nommer Mme Jacqueline Nonon, pour succéder à Mme Nicole Pasquier, nommée secrétaire d'État chargée du travail féminin à la suite de la délégaration à la condition féminine installée à Lyon.



**Kafka témoin**

Un roman de Milan Kundera

**Clement Rosset, av**

Un plaidoyer pour l'équilibre

**Michel Tournier**

Jean Egen de part et d'autre du mur

كندا من الاصل











صحة من الالعمل

lettres étrangères

Bonzes contre bisons

Ana Vasquez métramorphose le coup d'Etat chilien en roman.

CETTE rescapée chilienne, qui enseigne la psychologie à l'université de Caen, trouve, après le coup d'Etat, refuge dans une ambassade de Santiago. Pendant des mois, elle vit côte à côte avec des militants ainsi que des réfugiés, hommes et femmes, des couches sociales les plus diverses. Tous assommés par l'angoisse du futur, chacun néanmoins, dans le passé, avait connu une histoire différente : celle-ci était bien présente dans sa façon de parler, de réagir. C'est dans cet espace que s'inscrit le présent récit. Pourquoi Ana Vasquez n'aurait-elle pas transformé le stilet de cette coexistence forcée dans un roman de science-fiction ? En donnant forme au théâtre de la banalité quotidienne ne pouvait-elle pas dénoncer la camelote des scénarios linguistiques, auxquels on réduit la complexité des événements ?

Revenant à son compte et avec humour les règles les plus usées du déterminisme historique, l'auteur feint de croire à la lutte du bon et du mauvais : à l'intérieur de l'ambassade — le dépot, — les bisons se trouvent confrontés aux bonzes : en réalité, il s'agit des symbolisations fortes et romantiques des «bisons différents devant la défile» ; Sans s'être consultés, dit-elle, les bisons se levèrent, ils pleuraient sans arrêt, étaient toujours prêts pour l'importe quel travail ennuyeux et pénible. Ils parlaient à tous les réfugiés. Les bonzes, en revanche, n'avaient en commun que le fait d'avoir occupé des postes de direction importants sous le gouvernement d'Allende. Mais cet affrontement n'est que la préface d'un jeu, nuancé et subtil.

de portraits entrecroisés. A son tour, celui-ci sert de grille : soudainement, les répliques des dialogues s'estompent dans des évocations muettes, chargées de souvenirs personnels : des morts, des absents, un climat, un coin du pays, des activités... Mais alors à l'intérieur du récit, d'une manière presque imperceptible, cette série de mémoires individuelles fusionne dans une unique mémoire collective. Là, dans cet espace clos, lecteurs, serions-nous confrontés à la mémoire du peuple chilien ? Sa douleur, ses désirs d'une vie différente, la rage de sa douleur, nous seraient-ils rendus par le trépannement de mille « un peu », « peut-être », « mais alors ! », les catégories du vivant et de l'insaisissable ? Mais tout ça, à quel bon ? Au Moyen Age, Dante disait déjà qu'il n'y a pas de douleur plus atroce que de se souvenir du bonheur lorsqu'on est affrôlé à l'échec.

« Je crois qu'il faut que nous acceptions de reconnaître que les militants révolutionnaires ne sont pas tous des héros mais des gens comme tout le monde, avec leurs défauts et leurs faiblesses. (...) Quand on s'engage sur un nouveau chemin, le meilleur moyen de ne pas recommencer les mêmes erreurs et les mêmes faiblesses, c'est d'y réfléchir, de les analyser honnêtement. La vérité est toujours révolutionnaire, même si c'est la vérité de nos erreurs », nous dit l'auteur. Désabusés par nos connaissances, aurions-nous tout simplement besoin d'appréhender à espérer de nouveau ? Reconnaître que la réalité qui nous entoure peut changer si l'on admet que la vérité est cette route de science-fiction, à réinventer tous les jours ?

MARIA LETIZIA CRAVETTO. \* LES BONZES, LES BONZES ET LE DEPOT, d'Ana Vasquez. Traduit de l'espagnol par D. Kaiser et J.-P. Corbière. Bords, les Bâtiments Pétrole, 1977, 435 p., 75 F.

Le « crime » de Marie-Rose Libanaise.

Le malheur d'être Libanaise.

LA déchirure du ciel — visible aujourd'hui encore — témoigne de la démesure qui s'était emparée de Beyrouth lors d'un printemps malheureux. Blessée dans son corps, meurtrie dans sa mémoire, humiliée par le feu, la capitale libanaise accueillait depuis longtemps des réserves de haine, de violence et de malentendus. Son ventre avait tout ramassé : l'illusion et l'arrogance, la barbarie sophistiquée et la mort, l'argent et l'apparence. Le jour où Beyrouth devint un chantier où « des tumus étaient lâchés sur fond cosmique », personnes s'étonna, pas même les enfants sourds-muets, les élèves de Marie-Rose. Au contraire, aucune brutalité ne leur était épargnée.

Si elle avait été musulmane...

Marie-Rose avait trente-cinq ans. Belle et saine. Son crime durant la guerre civile fut le courage de ne pas penser ni agir comme une grande partie de sa communauté ; chrétienne, elle était passée au camp des musulmans ; Libanaise, elle était passée au camp des Palestiniens ; femme arabe, elle s'était mêlée de politique, chassée gardée de l'homme. Inadmissible. Haute libanaise. Beaucoup trop pour des Libanaise et chrétiens et modernisés qui se réclament de l'Occident et de l'efficacité de l'ordre européen.

Marie-Rose est enlevée par quatre miliciens qui ont réduct toutes les vérités à la notion de vie et de mort. Si elle avait été musulmane, ils ne l'auraient pas enlevée ; ils l'auraient abattue.

sans dire un mot. Pour eux, elle s'est égarée. Ils vont essayer de la rendre dans le droit, dans la vérité du camp chrétien qui lutte pour la « justice », celle qui consiste à expulser du Liban les Palestiniens et les autres Arabes musulmans. Marie-Rose inverse le rapport. Elle leur renvoie leur procès. C'est elle qui les accuse. Par pitié, ils veulent la sauver. Ou lui propose de l'échanger contre des Palestiniens. Elle refuse le marchandage et affronte la torture et la mort.

Au moment où elle chavirait dans le désert entre les mains de ceux qui ont « pénétré la charité au cœur de sa racine », les enfants sourds-muets sortirent de l'obscurité éternelle et dansèrent sur la terre martelée par les bombes.

L'histoire est authentique. Etel Adnan, poète et peintre libanaise, connaissait Marie-Rose. Avec des mots simples, chargés de lumière et d'émotion, Etel Adnan rapporte les songes des enfants de Marie-Rose et nous dit avec courage et exigence le Liban de la brisure.

TAHAR BEN JELLOUN. \* SITT MARIE-ROSE, d'Etel Adnan, éd. Des Femmes, 116 p., 25 F.

EN LIBRAIRIE AUJOURD'HUI le nouveau livre du professeur Jean Bernard de l'Académie française l'Espérance ou le nouvel état de la médecine Le sang, le cœur, le cancer, le rêve, par un grand savant qui s'adresse au public le plus vaste Buchet/chastel

deux livres fondamentaux sur un sujet controversé Ces deux livres se réclament des acquisitions les plus récentes de la psychologie scientifique et de la génétique. Ils s'appuient sur toute une série de travaux et d'enquêtes originales, dont le lecteur français n'avait pas connaissance, à moins d'être lui-même un spécialiste. « Inné et acquis », « hérédité et milieu »... quels que soient les termes employés, le débat est fondamental : l'activité intellectuelle de l'homme est-elle définie par son patrimoine génétique, est-elle le reflet de son éducation ? La réponse conditionne le regard que nous portons sur les autres et sur nous-mêmes... Albert Jacquard « La Recherche » Jean Pierre HEBERT Race et intelligence 376 pages - 66 francs Vigoureux, souvent amusant, refusant de sombrer dans une technicité rébarbative, voilà un texte à la portée de tout honnête homme du XXe siècle. « Le Monde de l'Education » Livre riche d'enseignements, non seulement pour les psychologues et les sociologues, mais pour tout public cultivé, L'Inégalité de l'homme ouvre une fenêtre sur l'avenir humain. « Le Figaro » Il y a six mois, il fallait attaquer violemment les « noiveux philosophes » pour être « ins ». Actuellement, il faut les défendre... L'extrême mode est aussi de dire : « Avez-vous lu le bouquin du Pr Eysenck ? » « Le Quotidien du Médecin » Le Pr Eysenck est un authentique savant que la « nouvelle censure » a porté à son index parce qu'il avait osé dire que, si tous les hommes sont égaux devant la loi et devant Dieu, ils sont d'une intelligence inégale et que cette différence est d'origine génétique... Si les autorités voulaient en tenir compte qu'elles soient politiques ou syndicales, chargées de la Justice, de l'Enseignement ou de la Santé, notre société pourrait être meilleure... « Cahiers de la Société de Criminologie Moderne » 286 pages - 49 francs

Kafka, témoin d'une civilisation en déclin

Trente ans plus tard, Janouch, public, en allemand, une partie des notes prises lors des filandres avec celui qui allait devenir son maître à penser. Clara Malraux en donne aussitôt la traduction en français (2).

Voici aujourd'hui, présentées d'une manière passionnante par Bernard Lortholary, qui respecte le désordre ingénu et la naïveté du jeune homme, la totalité de ces notes. Texte important qui exprime les options esthétiques et éditoriales d'un auteur aux multiples racines, dont l'œuvre est, comme nulle autre, enracinée dans son temps.

Prague des années 30 : la première république tchécoslovaque de Masaryk remplacé, en Bohême, en Moravie et en Slovaquie, l'empire biéphasé défunt. Tandis que Vienne, l'ancienne métropole, agonise, étouffée par l'inflation et par le chômage, et que Budapest oscille entre les soviets et Borchy, à Prague, devenue capitale d'un pays démocratique et prospère, la vie artistique et intellectuelle connaît un regain frénétique. Le style des romanciers et des poètes de langue allemande, les Rilke, les Werfel, les Meyrink (en réalité plus Pragois qu'Autrichiens), est le style de cette ville de magie baignée d'alchimistes, de savants

et de bureaucrates tatillons. De cette débauche baroque et expressionniste, ces débordements dont la virtuosité raffinée et les métaphores sophistiquées annoncent déjà la décadence, Franz Kafka s'est tenu à l'écart. La diversité de ses appartenances, ses lettres à Miléna en sont le reflet, renforce sa solitude et aggrave son aliénation. Il tente de la dépasser par une écriture empreinte d'amour juif, mais d'un classicisme rigoureux.

Il refuse les expériences modernistes, il a le dadaïsme en horreur. Ses sympathies littéraires vont vers Kleist : « Kleist n'est pas un fouilleur ni un amoureux public... la langue en est limpide... nous n'y trouvons pas de fioritures, pas de prétentions... » Aussi trouve-t-il parfois sa ville surchargée : Prague, « fond raviné de l'océan du temps, recouvert de rochers éboulés qui sont des passions et des rêves refroidis... C'est intéressant, mais à la langue on étouffe ».

Des accents prophétiques

En 1930, Kafka est âgé de trente-sept ans. Il lui reste quatre années à vivre entre Prague, les pensions de famille en montagne et Berlin. C'est alors qu'il

abandonne définitivement son travail de journaliste et se consacre à sa liaison avec Miléna est de plus en plus ambiguë (par pudeur, il n'en parlera jamais à Janouch), son journal s'interrompt. Miné par la maladie, il éprouve des difficultés dans la rédaction du Château. Il trouve, cependant, des accents prophétiques quand il fait part à son jeune ami de sa vision incide, crépusculaire, de l'humanité : « L'être humain n'est plus qu'un reliquat de philtre dont très bientôt les capacités, insuffisantes... seront remplacés par des automatiques qui penseront impeccablement. »

Sur le nationalisme : « Le nationalisme moderne est une réaction de défense contre l'emprise brutale de la civilisation (technologique). C'est chez les juifs que cela se voit le mieux. S'ils se trouvaient bien dans le monde... il n'y aurait pas de nationalisme. Nous retournerons chez nous. Vers nos racines. »

Sur le judaïsme : « Peretz, Scholom Asch, et tous les autres écrivains de l'Orient juif, ne nous donnent, en fait, jamais que des récits populaires. Ils sont dans le vrai, car le judaïsme n'est pas qu'une affaire de loi, c'est avant tout une affaire de pratique sociale : celle d'une communauté déterminée par sa loi. »

Sur la guerre : « On réalise des profits en attendant des cités qui collent moins cher que les soldats et les crânes. »

Enfin, sur la révolution : « Plus une révolution s'étend, moins son gain est profond et plus elle est trouble. La révolution étoupe et il ne reste que la vase d'une nouvelle bureaucratie. Les chaînes de l'humanité torturées sont faites de paperasses. »

L'importance de Kafka ne réside pas seulement dans l'expression d'un mystère juif ou social. Le mystère, tel qu'on pourrait le décrypter dans ces textes admirables, serait plutôt la quête farouche de la transcendance dans le labyrinthe d'une civilisation qui se meurt.

EDGAR REICHMANN. \* LETTRES A OTTLA ET A LA FAMILLE, de Franz Kafka, édités par Hartmut Binder et Klaus Wagenbach. Lettres traduites de l'allemand par Martha Robert. Approuvé par Guy Fritsch-Braun. N.E.P., Gallimard, coll. « Du monde entier », 288 pages illustrées, 42 F. \* CONVERSATIONS AVEC KAFKA, de Gustav Janouch. Texte français, introduction et notes de Bernard Lortholary. Les Lettres nouvelles, Maurice Nadeau, 289 pages, 49 F.

PRIX DES DEUX MAGOTS l'été meurtrier Sébastien Japrisot "un plaisir immense..." Michel Déon / Le Journal du Dimanche denoël 80.000 ex.

TERRE

l'atmosphère de K... (part of a review or advertisement)



LE JOUR DU THÉÂTRE

La « Rose des Vents » sans l'État... Le maire de Villeneuve-d'Ascq...

Les Baladins à Nevers... Les maisons de la culture s'ouvrent aux non-professionnels...

Acteurs et non-acteurs... La collection « Malgré tout » dirigée par Emile Cooperman...

Les trois « Macbeth » de Lyon... Le monde du théâtre est peuplé de Lyonnais...

Théâtre

« LA MOUETTE », PAR BRUNO BAYEN

Espaces brisés

« La Mouette », que La Fabrique présente à Surmeses, risque d'être le dernier spectacle de cette compagnie...

l'ouïe, devant des salles pleines. D'allure, comment le rentabilité d'un créateur?...

Expositions

Dessins au pastel de Jean Hélon

En tout, une centaine d'œuvres. Elles traversent près d'un demi-siècle de la vie du peintre...

Musique

LES CONCERTS PASDELOUP

Le but de Jules Pasdeloup, quand il fonda en 1861 l'association qui porte son nom, était de donner des concerts populaires...

Notes

gâté quand Françoise Chaillet fragrantait les corps à chaussettes, cisieux, placards, draps...

Musique

Reprise à l'Opéra

« LES CONTES D'HOFFMANN » d'Offenbach et Chéreau

Il y a trois ans, lors de la première des Contes d'Hoffmann par Patrice Chéreau...

personnages et ces scènes symboliques inventées par Chéreau: quatre hommes en noir portant un cercueil saluant Antonia...

Cinéma

« SAFRANA OU LE DROIT À LA PAROLE » de Sidney Sokhona

Un Mauritanien venu en France, en 1960, pour travailler et ensuite « études », est mis à l'air du cinéma en rapport avec sa situation d'Africain transgénéral...

GRÈVE DANS LES THÉÂTRES NATIONAUX

Aucune représentation n'aura lieu ce jeudi 9 février dans les théâtres nationaux (Comédie-Française, Opéra, Théâtre de Châtelet, Opéra de Paris, Théâtre national de Strasbourg)...

Dans une forme de récit élaborée, mais toujours très claire, Sokhona montre d'abord, pendant un voyage en car, les souvenirs de ses quatre personnages...

Notes

Grève dans les théâtres nationaux... Aucune représentation n'aura lieu ce jeudi 9 février dans les théâtres nationaux...

M. Jean-Albert Cartier, choisi par le ministère de la Culture et de l'Environnement et le maire de Nancy pour constituer en septembre le « ballet-théâtre français de Nancy »...

Notes

DESSINS : RÉALITÉS

« Réalités » pour dire simplement que les œuvres exposées ne relèvent pas du dessin abstrait, géométrique ou sériel...

Expositions

LES CONCERTS PASDELOUP

Le but de Jules Pasdeloup, quand il fonda en 1861 l'association qui porte son nom, était de donner des concerts populaires...

Notes

gâté quand Françoise Chaillet fragrantait les corps à chaussettes, cisieux, placards, draps, de Janine Mougillat, natures pseudo-mortelles...

Théâtre

« LUNDI, LA FÊTE » de Franco Brusati

Moquette belge, guêrda vernis, concept bas (style jeune cadric dynamisé) et sur une méthode blonde...

Notes

Quatre de ses mélancoliques flâneurs par l'entréisme, par l'ajout ou par l'indétermination (de l'utilité de l'as pour se noyer et du tour à gaz pour s'apaiser)...

Notes

« Réalités » pour dire simplement que les œuvres exposées ne relèvent pas du dessin abstrait, géométrique ou sériel...

« DONNER LE JOUR »

Projection en avant-première du film de Pierre Desproges et « table ronde » destinées aux médecins et professions de la santé

SALLE PLEYEL

Jeu 9 février à 20 h. 45

Les participants qui, par suite de graves problèmes n'auraient pas reçu leurs billets, sont priés de se présenter à partir de 20 heures au contrôle où leurs billets leur seront remis.

LE CALENDRIER DES CONCERTS

CHAPPELLE ROYALE SAINT-FRANÇOIS SEMLIS... FONDATION CZIFFRA AUDITORIUM FRANZ-LISZT LILLY LASKINE

FAS D'ORCHIDÉES POUR MISS BLANDISH... J.-H. CHASE, FRÉDÉRIC DARD, ROBERT HOSSEIN

LES GENS DÉRAISONNABLES SONT EN VOIE DE DISPARITION... A LA MAISON DE LA CULTURE DE NANTERRE

SAMEDI 11 février... LA PÉNICHE

LA PÉNICHE... 26, quai de la Mame, 19°

DROUOT Rive Gauche... Cie des Commissaires Priseurs de Paris

SAMEDI 11 FÉVRIER à 15 h. (Exposition de 11 h. à 14 h.)... LUNDI 13 FÉVRIER

PALAIS D'ORSAY, 7, quai Anatole-France (75007)...

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

En raison d'une grève de leurs employés techniques et administratifs, les théâtres nationaux seront fermés ce jeudi 9 février.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 22 h. 30 : la Derrière l'Édon.

Les autres salles

Aire Libre Montparnasse, 18 h. 30 : le Malin de l'Inceste.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -

Jeu 9 février

Espace Cardin, 20 h. 30 : Cripure. Fontaine, 21 h. : le Roi des cors.

Les cafés-théâtres

An Bee fin, 20 h. 45 : Seuls dans la boîte.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Ce soir, on actualise.

Les théâtres de banlieue

Anberville, Théâtre de la Comédie, 21 h. : Quatre à quatre.

Les concerts

Le Conservatoire, 19 h. : A. Plamen, M. Bally et M. Schranpan.

Jazz, pop, rock et folk

Palais de la découverte, 19 h. 30, 20 h. 45, 22 h. : L'Asarium, rock.

La danse

Palais des sports, 20 h. 15 : Roméo et Juliette.

RTL 3e concert exceptionnel FRANK ZAPPA

RUFUS HALLER en alternance 1 semaine sur 2 PALAIS des ARTS

Version anglaise sous-titrée en français U.G.C. BIARRITZ - U.G.C. DANTON

UN SUPER POLICIER SIGNE CHABROL LES LENS DE SANG

pourquoi pas! Ses personnages se conduisent comme des échappés d'Hellzapoppin

PIANO TH. DES CH.-ÉLYSÉES CYCLE SCHUBERT

BRENDÉL 12 février, 20 h. 30

BREAM LUTH ET GUIT.

AL OLYMPIA TOUTE LA JOIE DE LA MUSIQUE BRÉSILIENNE

LE FOND D'ÉCLAIR EST ROUGE

cinéma Les films... Studio Logos... LE FOND D'ÉCLAIR EST ROUGE

كذابين الاصل

سكنا من الاموال

SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

cinémas

La Cinéma hebdomadaire
(1) Films interdits aux moins de 12 ans
(2) Films interdits aux moins de 16 ans
(3) Films interdits aux moins de 18 ans

JE SUIS UN AUTARQUE (C. v.o.)
Studio des Ursulines, 5 (022-35-10)
JESUS DE NAZARETH (première partie) (G.-A. v.o.)

U.S.C. ERHARTHE VO - DEK VF
PARANQUOT OPERA VF - OGC GRENON VF
PARANQUOT MONTPARANASSE VF

NOIR SUR BLANC

Nous étions plongés dans "Roches", la feuilleton d'Haye, quand a sonné l'heure de rejoindre "Les Antilles à Paris" sur la chaîne 1.

JEUDI 9 FÉVRIER

Les organisations syndicales de Télévision ont déposé un préavis de grève pour solidarité avec celles de l'Institut national de Télévision.

VENDREDI 10 FÉVRIER

CHAINE I : TF 1
11 h. 40, Jeu : Réponse à tout ; 11 h. 55, Ski : Descente messieurs à Chamouix ; 12 h. 35, Midi promenade ; 13 h. Journal ; 14 h. 5, Émission pédagogique ; 14 h. 25, Consigne : Cousines ; 17 h. 55, À la bonne heure ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Feuilleton : La passagère ; 19 h. 15, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien... raconte ! ; 20 h. Journal ; 20 h. 30, Au théâtre ce soir : L'avocat du diable, de R. Saltel, avec J.-N. Sissia, R. Manuel, F. Fleury.

Le film le plus ébouriffant depuis Orson Wells
EXORCISTE II
L'HERETIQUE

INA : L'OCCUPATION DU CENTRE DE BRY-SUR-MARNE CONTINUE

Réunis en assemblée générale, le mercredi 8 février, les grévistes du centre de Bry-sur-Marne ont décidé de reconstruire la grève et l'occupation des locaux jusqu'à l'annulation de la direction générale de l'INA.

D'une chaîne à l'autre

MM. Claude Estier, Gérard Descoffis, candidat dans la Val-de-Marne, Maurice Benassy, candidat à Paris, Armes Arnette Chesny, candidate dans la Marne, Chantal Peres, candidate à Paris, sur FR 3, à 19 h. 40.

STUDIO LOGOS
LE FOND DE LAIR EST ROUGE
LE FILM DE CHRIS MARKER

Pour eurer rire
BRENDE
BRENAL

## LA TROISIÈME SEMAINE MONDIALE DU TOURISME



### LE CONGRÈS S'AMUSE

Comme à l'accoutumée, diverses représentations folkloriques se dérouleront conjointement à l'exposition proprement dite. Chanteurs, danseurs, musiciens des quatre coins du monde se succéderont sur le podium. D'autre part, un festival du film touristique permettra d'apprécier de récentes productions françaises et étrangères. Ces différentes manifestations auront pour cadre la Salle Bleue, au niveau 3.

- ALGERIE : Théâtre national algérien.
- AUTRICHE : Musiciens.
- BRESIL : Musiciens, danseurs, chanteurs.
- CÔTE-D'IVOIRE : Danseurs, musiciens.
- DOM-TOM : Groupes folkloriques antillais et tahitiens.
- ESPAGNE : Groupes folkloriques des Canaries, de la Costa Brava, chanteurs et musiciens.
- GRANDE-BRETAGNE : Groupe folklorique écossais, danseurs, musiciens et spectacle musico-hall (fin 1977).
- GRECE : Groupe folklorique.
- MEXIQUE : Musiciens et danseurs.
- POITOU-CHARENTES-VENDEE : Mésaulne du Poitou : Musiciens et danseurs.
- U.R.S.S. : Musiciens, danseurs, chanteurs.
- U.S.A. : Orchestre de jazz Dixieland, du 10 au 15. Groupes danseurs hawaïens.
- YUGOSLAVIE : Musiciens, danseurs.

**L**a première fois, c'était il y a deux ans, beaucoup n'y croyaient pas, il faut en convenir. Pour les professionnels, c'était des frais importants, bien des tracas avec, au bout, le risque de faire chou blanc. Pour le public, cela pouvait être - une foire de plus -, un salon - comme les autres - avec ticket d'entrée, prospectus, francfort-frites et fontons. Rendons hommage à ceux, quel que soit le côté du stand où ils se sont tenus, marchands ou acheteurs, qui ont fait confiance à l'idée. Nous savons, maintenant qu'ils ont eu raison. Et que cette semaine mondiale du tourisme est naturellement devenue l'événement annuel dont on aurait du mal à se passer.

Les chiffres parlent : cette année, soixante-treize tours-opérateurs et agences de voyages (contre soixante-huit l'an dernier) y planteront leur fanion à deux pas des cinquante offices de tourisme étrangers qui mettront un point d'honneur à ce que leurs montagnes, leurs lacs, leurs forêts, leurs océans, leurs déserts, leurs villes et leurs trésors soient présentés. Vingt et un comités régionaux de tourisme vanteront nos provinces, nos bourgs et nos campagnes. Neuf chaînes hôtelières (il n'y en avait que cinq en 1977), dix-sept compagnies de transport, sept d'édition, trois de locations de voitures, plus quelques - divers - compléteront cette brillante participation. Un dernier chiffre,

enfin, le plus intéressant peut-être : les 45 000 visiteurs de 1976 étaient déjà 75 000 l'année suivante. Que les vacances - et dans bien des cas, le voyage proprement dit - soient devenues - un besoin - doit les Français, dorénavant, entendre bien ne plus vouloir se passer, c'est l'évidence. Les statistiques le démontrent : selon de très récentes études du secrétariat d'Etat au tourisme, près de 11 millions de personnes auront pris des vacances entre le 1<sup>er</sup> octobre 1977 et le 30 avril 1978. Traduites en - séjours -, ces données deviennent 13,9 millions d'unités, dont 88,5 % auront l'Hexagone pour cadre, 1,6 million l'étranger.

### UNE INDUSTRIE S'INTERROGE

## Les Européens : le chômage tuera-t-il le voyage ?

**L**a Commission européenne de tourisme (CET), qui groupe les organisations nationales de tourisme de vingt-trois pays (1), a récemment organisé une conférence, à Zurich, afin d'analyser les perspectives touristiques en Europe au cours des années 80. Ce colloque a rassemblé des représentants des administrations et des offices du tourisme, mais aussi des hôteliers, des transporteurs et des agents de voyages. Officiellement, il s'agissait pour la CET de trouver « les bases d'une politique d'action qui pourra être adoptée par l'industrie touristique européenne ». Car « les dix prochaines années seront d'une importance vitale. Afin d'obtenir de meilleurs résultats, il convient d'avoir des idées claires et cohérentes sur les orientations de l'industrie touristique ».

Les résultats n'ont pas été à la hauteur des intentions. La résolution finale le prouve, puisque la CET est d'abord tombée d'accord pour déclarer que « la situation technique entre les divers secteurs commerciaux du tourisme, de même qu'entre ces secteurs et les autorités touristiques, doit être améliorée ».

Ce qui veut dire, en clair, que chaque profession du tourisme continue à faire bande à part. On l'a bien vu au cours des interventions. Le représentant de l'Association du transport aérien international (IATA) a plaidé pour les compagnies aériennes « guillères et pour leur fiabilité. Le porte-parole de l'IACA (International Air Carriers Association), lui a vanté les mérites des charters et de leurs prix modiques. M. Jean Claude Murat, président du Syndicat français des agents de voyages (SNAV), et un tour-opérateur suédois ont souligné les revendications de leur profession, par exemple face aux hôteliers. Ceux-ci ont, à leur tour, exprimé leurs doléances.

Le colloque s'est retrouvé dans les remarques faites par M. Arthur Haulot, commissaire général du tourisme belge, qui a exprimé son inquiétude devant la montée des crises. Le chômage tuera-t-il le tourisme ? « Nous pensons que les gens ont d'autant plus envie de voyager qu'ils ont plus d'ennuis », a paradoxalement conclu M. Haulot.

Les Européens se tourneront-ils vers la solution proposée par M. J. R. Thomson (Economic Research Associates) pour lequel « l'Europe ne évoluera comme les Etats-Unis » ? Ce qui signifierait que les vacanciers seraient, de ce côté de l'Atlantique, des Disneylands où se divertir sans trop d'effort. On bien fait-il que les professionnels se soucient du marché japonais fort de deux millions de clients et en croissance de + 6 % + 12 % par an ? Ce qui supposerait que les agents de voyages et les transporteurs européens traduisent en langue nipponne leurs prospectus et leurs tarifs.

Perplexes, les membres de la Commission européenne du tourisme ont décidé dans la résolution finale le principe d'une étude « en profondeur ».

ALAIN FAUJAS.

#### 751 avions d'ici dix ans

L'industrie touristique européenne aborde dans le désordre les années 80. Peut-être saltelle, malgré tout, la direction à prendre ? Même pas. La CET avait chargé l'Institut du transport aérien (ITA) de Paris d'entreprendre une étude pilote. Malheureusement, les contraintes budgétaires ont amené l'ITA à se contenter d'une compilation de chiffres et de documents fournis par les organismes officiels et les sociétés (IATA, Boeing, Lockheed, O.C.D.E., British Airways, etc.)

Tout le monde s'accorde à prévoir une croissance du tourisme. Les compagnies aériennes européennes envisagent d'acquiescer au cours des dix prochaines années 751 avions pour faire face à la demande. L'Austrian Institute of Economic Research fixe à 4,4 % le taux moyen de croissance annuelle des nuitées des visiteurs étrangers dans neuf pays récepteurs européens. En raison des modifications importantes qui affectent la demande de vacances, mais également à cause des incertitudes

# EXCLUSIF:

## Les deux meilleurs avions vers les deux Amériques.

### CONCORDE

En diminuant de moitié la durée du vol, Concorde permet non seulement de gagner un temps précieux, mais aussi de mieux supporter le décalage horaire et d'arriver en forme à Rio, Caracas, Washington, New York.

### BOEING 747

Le long-courrier subsonique le plus spacieux vous emmène dans les meilleures conditions de confort vers New York, Chicago, Los Angeles, Houston, Montréal, Toronto, Mexico, Caracas, Rio, Bogota, Lima, Quito, Santiago, Cayenne, Manaus, São Paulo, Buenos Aires, Montevideo.

Vers les deux Amériques, seule Air France vous propose uniquement les deux long-courriers les plus performants.



### Croisières en Méditerranée.

A bord du "Daphné", véritable palace de la mer, découvrez la Méditerranée comme jamais vous ne l'aviez vue, avec l'itinéraire de 14 jours le plus intéressant qui puisse être proposé cette année : Gènes, Naples, Alexandrie, Port-Saïd, Haïfa, Kusadasi, Istanbul, Le Pirée, Capri. Tout à bord est prévu pour votre confort : cabines spacieuses, gastronomie, piscines, sports, spectacles, danse.

Départs du 25 mars au 4 novembre. Prix de 3920 F à 12460 F.



**CIT**  
5, bd des Capucines 75002 Paris  
tél. : 266.46.50  
ou toutes agences de voyages

Je désire recevoir votre documentation "Flotta Lauro".  
Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

#### OU, QUAND COMMENT ?

Heures d'ouverture : de 11 h. à 20 h. tous les jours, du 10 au 19 février sans interruption. Nocturnes les 10 et 17 février jusqu'à 22 heures.

Prix d'entrée : 10 francs. Parking : 1.500 voitures. Porte Maillot. Centre International de Paris.

Métro : ligne n° 1, Porte Maillot. Autobus : 73, 43, 82, P.C. Porte Maillot, Poissés des Congrès.

### Foire de Leipzig République Démocratique Allemande

12-19 Mars 1978



Visitez la Foire de Leipzig ! La Foire de Leipzig vous permet de recueillir les meilleures informations, de nouer de précieux contacts et de réaliser d'intéressantes affaires. Pôle d'attraction de cette manifestation : le programme d'exportation de la R.D.A. Les pays du Conseil d'Entente Economique mettront en vedette les résultats obtenus par leur dynamique croissance économique. 9.000 entreprises en provenance d'environ 60 pays présenteront leurs plus importantes réalisations scientifiques et techniques. Un vaste programme de conférences et d'informations sera mis à votre disposition. Leipzig, carrefour du commerce mondial vous attend !

Renseignements et Cartes de Légitimation : Représentation en France de la Foire de Leipzig 137, bd Malesherbes 75017 Paris Tél. : 924.98.40 et Chambres de Commerce de 16 villes de France et aux points de passage de la frontière de la R.D.A.

## Les Américains

Les Américains... (Text is partially obscured and difficult to read due to image quality)

## des

des... (Text is partially obscured and difficult to read due to image quality)

10-19 F... (Text is partially obscured and difficult to read due to image quality)

10-19 F... (Text is partially obscured and difficult to read due to image quality)

10-19 F... (Text is partially obscured and difficult to read due to image quality)

10-19 F... (Text is partially obscured and difficult to read due to image quality)

10-19 F... (Text is partially obscured and difficult to read due to image quality)

10-19 F... (Text is partially obscured and difficult to read due to image quality)



حكايات من الاجل

# DU TOURISME ET DES VOYAGES

Selon les mêmes sources, les 12,3 millions de séjours d'hiver pris en France se répartiront de la façon suivante, où la campagne se taille la part du lion avec 4 400 000 points; la montagne suit de près avec 4 200 000, dont 3 450 000 aux sports d'hiver; viennent la mer (1 250 000), les villes (1 500 000) et les circuits (250 000).

En 1972-1973, 1 600 000 Français seulement prenaient des vacances d'hiver à la neige. En 1974-1975, ils étaient 2 250 000, et 2 850 000 en 1976-1977. D'autre part, on a chiffré l'accroissement de ces congés par catégories socio-professionnelles depuis 1970: les agriculteurs forment le peloton de tête avec + 225 %. Les employés suivent avec un

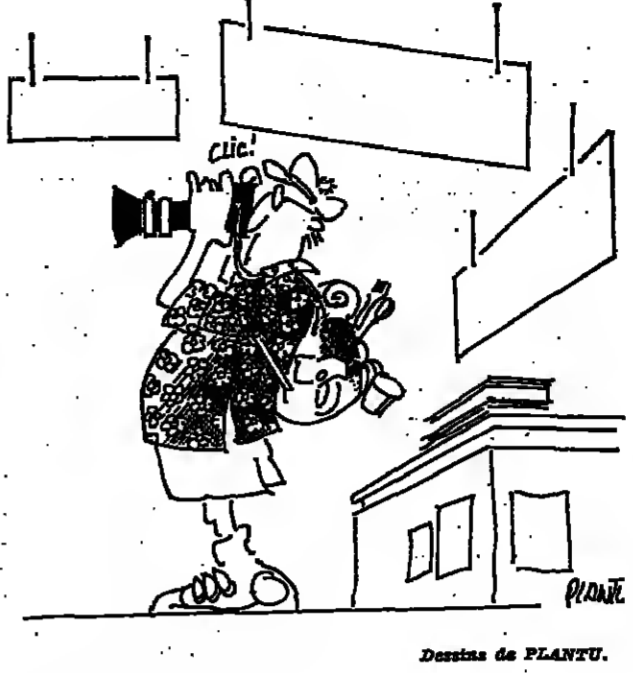
mieux de 127 %, puis les ouvriers (+ 122 %), les cadres moyens (+ 50 %), les professions libérales et cadres supérieurs (+ 35 %), les patrons de l'industrie et du commerce formant la marche avec + 26 %. A noter encore, 44 % des amateurs de sports d'hiver sont âgés de moins de vingt ans, 60 % de moins de trente ans. Quant aux skieurs qui passent nos frontières pour tâter notre neige, ils seront quelque 185 000 Allemands, 100 000 Belges, 35 000 Britanniques, 25 000 Néerlandais et 20 000 Suisses, sans compter les 40 000 étrangers représentant ensemble d'autres nationalités minoritaires.

Du 10 au 29 février, le Centre international de Paris, à la porte Maillot, deviendra

le grand rendez-vous de tous ceux, amateurs de croisières, de vols long-courriers, de soleils exotiques, d'îles (presque) désertes, de ruines antiques ou, tout simplement, de vacances dans un village de Lozère, d'Alsace ou de Bretagne, pour qui il est devenu maintenant tout naturel de s'en remettre à des professionnels confirmés dont c'est le métier de traduire nos rêves en réalité — autant que faire se peut.

Nul doute qu'on se pressera devant les stands — près de deux cent cinquante exposants au total — et que, désormais, les vacances commencent au février.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.



## Les Américains : la fin de la guerre des prix ?

HERMAN KAHN, le futurologue de l'Edison Institute, prédit que le tourisme sera avant la fin du siècle l'industrie la plus importante du monde. L'American Society for Travel Agents (société américaine des agents de voyages, ou ASTA) vient de révéler que, en 1976, 380 milliards de dollars ont été dépensés pour le tourisme alors que « seulement » 31,3 milliards ont été dépensés en armes. Le tourisme a connu cette année-là un essor sans précédent et représenté 6 % du produit brut mondial. En 1976, les Etats-Unis ont dépensé 98 milliards de dollars en équipements militaires et 120 milliards pour le tourisme. En 1976, 229 millions de voyageurs internationaux ont dépensé 40 milliards de dollars et en 1977, selon les estimations d'ASTA, les voyageurs internationaux en ont dépensé 57 environ. D'autre part, les prévisions pour 1978 sont généralement optimistes.

Les facteurs qui ont contribué à l'épanouissement du tourisme mondial sont, toujours selon ASTA, dans l'ordre: l'amélioration de la situation économique aux Etats-Unis (un tiers du tourisme international est américain); le fait que le nombre de personnes qui possèdent des automobiles dans le monde est en hausse constante (6 % par an); l'augmentation du niveau de l'éducation à l'échelle planétaire,

la curiosité et le désir de voyage qui en résultent, la baisse des prix des voyages aériens et en particulier l'explosion des charters en 1977.

En 1977, les compagnies aériennes ont transporté 503 millions de passagers (vols intérieurs et internationaux) contre 475 millions en 1976. Le nombre de passagers qui ont emprunté les lignes régulières a augmenté en 1977, mais le nombre de passagers sur des vols charters a effectué un véritable saut quantitatif: en juin 1977, 42,8 % des Américains qui se rendaient en Europe empruntaient des charters. D'une façon générale, les avions qui relient l'Europe aux Etats-Unis ont tourné l'année dernière à 60 % de leur capacité. Selon ASTA, les chiffres d'affaires respectifs de toutes les branches du tourisme sont montés en flèche: hôtels, locations de voitures, croisières maritimes, trains, avions, tous accusent des chiffres nettement supérieurs à ceux de 1976.

Quémander des subsides

Quelques ombres cependant à ce tableau idyllique. En raison du chômage et de l'inflation, l'essor du tourisme en Europe a été plus lent que celui des Etats-Unis. Le tourisme n'a pas été réparti de façon égale de par le

vaste monde: des événements politiques et des raisons commerciales techniques (tension raciale à la Jamaïque, grèves et schaudouées en Italie, absence d'infrastructures dans nombre de pays africains, restrictions administratives, etc.) l'ont ralenti dans certaines régions.

D'autre part, le gonflement sans précédent du chiffre d'affaires ne s'est pas accompagné d'une hausse des bénéfices, loin de là. Nombre de compagnies aériennes, d'autobus et de trains ont été contraintes de quémander des subsides gouvernementaux. En effet, à l'heure où les prix des billets baissent, les coûts de la main-d'œuvre, de l'équipement et de l'énergie étaient en hausse constante. Plusieurs charters internationaux d'hôtels ont connu, en 1977, des difficultés financières. Les compagnies aériennes américaines ont également souffert de difficultés de trésorerie: elles devront trouver 5 milliards de dollars d'ici trois ans pour remplacer leurs appareils vétustes, et 60 milliards entre 1980 et 1990 pour la rénovation et l'extension de leurs équipements. Ces dépenses devront être absorbées par les passagers, et ASTA estime que l'ère des voyages aériens au rabais ne durera pas: les tarifs se fixeront quelque part à mi-distance entre les anciens prix et les prix actuels.

LOUIS WIZNITZER.

## EN VITRINE ET EN COULISSE

- Les Guides bleus seront présents, pour la première fois à la S.M.T. (3<sup>e</sup> niveau, stand G 38-39). Les visiteurs pourront y consulter la collection complète des livres parus à ce jour et, si tel est leur désir, acquérir sur place ces ouvrages.
- Les chemins de fer européens seront solennellement représentés: outre le S.N.C.F., participeront, en effet, le chemin de fer allemand, les chemins de fer de l'Etat danois et les British Rail.
- Une absence remarquée, celle du Club Méditerranée, qui persiste à bouder la Semaine depuis qu'elle existe.
- Toutes nos provinces, régions et départements seront là: Aquitaine, Auvergne, Bouches-du-Rhône, Bourgogne, Cannes, Champagne-Ardenne, Corse, Dauphiné, DOM-TOM, Franche-Comté, Guadeloupe, Hautes-Alpes, Ile-de-France, Langue-d'Oc, Languedoc, Limousin, Martinique, Midi-Pyrénées, Monaco, Nancy, Nice, Normandie, Nouvelle-Calédonie, Paris, Picardie, Poitou-Charentes-Vendée, Polyésie, Promovair, Réunion, Savoie.
- Les grands loueurs d'automobiles, bateaux et caravanes: Berrand, Hertz, Looney, Plesaney, Monville-Bellart France, Sodiscar et Voile-Voyage.
- Les promoteurs du salon sont des professionnels réunis au sein de l'Association pour la semaine mondiale du tourisme et des voyages. Il s'agit du Syndicat national des agents de voyages (SNAV); de l'Amicale des offices nationaux étrangers de tourisme en France (ADONET); de la Fédération française des techniciens supérieurs du tourisme (F.F.T.S.T.) et des Editions touristiques.
- L'hôtellerie sera représentée par Hôtels Agapados, Dar Jerba, Hotel Hôtels en Tunisie, Hotel Service Paris-France, la société des Grands Hôtels du Gabon, Maroc Hotel, Novotel, Paris Hotel Association, Rank Hotels, Safir, Samir, Sheraton, Syndicat national des chaînes d'hôtels et de restaurants (S.N.C.). S.H.T.T. (Société hôtelière et touristique de Tunisie), Tourpines, Tour Home, Forta Hotels, U.T.H., Uhell International.
- Il y aura désormais des « reines » du tourisme, puisque une Miss France du tourisme et une Miss monde du tourisme seront, pour la première fois, élues durant la troisième Semaine mondiale.

## PARTIR SANS S'ABSTENIR...

A l'occasion de la Semaine mondiale, la question sera souvent posée de savoir comment les clients d'agences de voyages prenant leurs vacances lors des consultations électorales peuvent néanmoins s'acquitter de leur devoir de citoyen. On peut voter par procuration, selon les dispositions prévues par le code électoral. Le détail des modalités de l'exercice du droit de vote par procuration est contenu dans la circulaire ministérielle n° 7.628 du 23 janvier 1976, mise à jour en février 1977, et prise en application de la loi n° 73.1329 du 31 décembre 1975.

- Qui peut voter par procuration? Outre les personnes résidant à l'étranger, « les citoyens qui ont quitté leur résidence habituelle pour prendre leurs congés de vacances ».
- Qui peut être désigné comme mandataire? Une personne choisie par l'électeur et qui doit: jouir de ses droits électoraux; être inscrite dans la même commune que son mandant. A Paris, Lyon, Marseille, un mandant inscrit dans un arrondissement peut désigner comme mandataire un électeur inscrit dans un autre arrondissement; le mandataire ne peut disposer de plus de deux procurations.
- Devant qui établir les procurations? Pour les personnes résidant en France: soit le juge du tribunal d'instance, soit un officier de police judiciaire (tous les renseignements nécessaires et la liste des magistrats et officiers de police judiciaire sont affichés dans les mairies). Pour les personnes se trouvant hors de France, l'autorité consulaire dont elles dépendent.
- Pièces à produire: pièce d'identité du mandant (carte d'identité ou passeport); le jus-

**ÉVADEZ-VOUS EN CAMPING-CAR SODISCAR**

RENSEIGNEMENTS - RESERVATIONS  
STAND 3 G 37  
C.I.P. - Porte Maillot  
Du 10 AU 19 FEVRIER  
ou  
Ecrivez à:  
**SODISCAR**  
B.P. 26,  
77104 MEAUX CEDEX  
Tél.: 434-41-18

paris  
newyork  
1500

Départ Paris A-R

ATHÈNES	700 F
ALGER	830 F
TUNIS*	830 F
MONTRÉAL	1 500 F
BOMBAY	2 250 F
BANGKOK	2 250 F

Départ Marseille A-R

DELHI	2 250 F
-------	---------

Départ Genève aller-retour

LIMA	2 480 F
------	---------

\* avec prestations A vols V.A.R.A.

VOLS A DATES FIXES

**kenya 3600**

Circuit 2 semaines du 3-3 au 19-3 du 31-3 au 16-4 du 16-4 au 23-4

Semaine mondiale du tourisme et des voyages  
stand 3 F 29

**Sealink Seaspeed**

LE PLUS GRAND CHOIX POUR L'ANGLETERRE

AGENT GÉNÉRAL: Sealink/Seaspeed  
4, rue de Surène, 75008 Paris. Tél. (1) 266.52.14 télex 650.294

**SNCF**

**L'AFRIQUE DU SUD**

Renseignez-vous sur les possibilités touristiques extraordinaires dans ce pays unique.

L'OFFICE DU TOURISME SUD-AFRICAINE vous attend à la III<sup>e</sup> SEMAINE MONDIALE DU TOURISME ET DES VOYAGES.  
C.I.P. - Porte Maillot, du 10 au 19 février 1978.  
STANDS IT 72/73

NOUVELLES FRONTIÈRES  
TOURAVENTURE

66, boulevard Saint-Michel  
75006 PARIS  
Tél. 329.12.14  
34, rue Franklin  
69002 LYON  
Tél. 37.16.47  
13, rue Aumaine-Vieille  
13100 AIX-EN-PROVENCE  
Tél. 26.47.22

Rêvez de vacances...  
**la 3<sup>e</sup> SEMAINE MONDIALE DU TOURISME ET DES VOYAGES**  
vous aidera à les réussir

300 Spécialistes du Tourisme  
Films touristiques · Danses folkloriques **ENTRÉE : 10 F**

14-15-16 Février (Hôtel Méridien) - FORUM-EXPOSITION sur les CONGRÈS et VOYAGES D'ENTREPRISE

LINE MONDIALE  
a-t-il le voyage?

flotta biro

Republique Démocratique Allemande





Table with 2 columns: Category (OFFRES D'EMPLOI, DEMANDES D'EMPLOI, etc.) and values (La ligne, La ligne T.C.).

ANNONCES CLASSEES

Table with 2 columns: Category (ANNONCES ENCADREES, OFFRES D'EMPLOI, etc.) and values (La ligne col., T.C.).

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite: 16° STUDIO Récent 29 m2 + loggia 170.000 F.

BOURSE: Beau duplex 4 ch. et 1/2, part. état, téléphone. 720.000 F.

19° PYRENEES de l'imm. caractère, STUDIO ref. n° 5 de bains, coin cuis. équipée.

TRINITE: 5 pces, bain, 140 m2, tt confort, 200.000 F.

MARAI: Imm. de gde qualité, 4 étages dans ascenseur, duplex.

PREMIER: 2 appartements de 100 m2, 100.000 F.

AV. OPERA: Immeuble à rénover, 100 m2, 100.000 F.

SEABOURG (Pemplois): Immeuble pierre de taille, 100 m2, 100.000 F.

18° ST-ANTOINE: Charmant duplex, 100 m2, 100.000 F.

METRO REPUBLIQUE: dans rue calme, 100 m2, 100.000 F.

PREMIER: Immeuble ancien VRAIMENT EXCEPTIONNEL, 100 m2, 100.000 F.

NALLES: 74 p., 5 chambres décorées, 100 m2, 100.000 F.

MONTMARTRE: Ht de verdure dans hôtel part., 100 m2, 100.000 F.

MARAI: Beau studio confort, 100 m2, 100.000 F.

MONTMARTRE: Trés bel imm., 100 m2, 100.000 F.

PL. FETES: Trés bel imm., 100 m2, 100.000 F.

R. ROCHE: 4 belles pces, cuis, w.c., 100 m2, 100.000 F.

DIRECTEUR SUR PARC MONCEAU: DANS PRESTIGIEUX HOTEL PARTICULIER, 100 m2, 100.000 F.

VRAI MARAI: 57, rue des Tanneurs, 100 m2, 100.000 F.

TROCADERO: Avenue Paul-Doumer, 100 m2, 100.000 F.

GAI-DESTRAIT: Calme soleil, terrasse, 100 m2, 100.000 F.

MUETTE: Trés luxueux 6 pces, 4 bains, 100 m2, 100.000 F.

Allo! 525.25 Information Logement je cherche un appartement...

Oui, nous en avons 40.000 à vous proposer. Centre Etoile, 49, avenue Kléber, 75116 Paris 525.25.25

LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE DES LOCATEURS, 18, r. de Valenciennes, M. Dupré, Paris, abou. 250 F. - 264-53-64.

appartements occupés: 5/50, ST-VINCENT-DE-PAUL, DS BEL IMM. RENOVEE, 4 pces, 40.000 F.

TOURNAI: 200 km Paris, 100 m2, 100.000 F.

CHATELAIN: 100 m2, 100.000 F.

MAISON: 100 m2, 100.000 F.

FRONT DE SEINE: Duplex, dernier étage, 100 m2, 100.000 F.

50, AVENUE FOCH: Appts luxueux à prix excep., 100 m2, 100.000 F.

FRONT DE SEINE: Duplex, dernier étage, 100 m2, 100.000 F.

SAINT-PHILIPPE-DU-ROULE: Beau studio, 100 m2, 100.000 F.

536 PROPRIETES: de la ferme au château, 100 m2, 100.000 F.

MAISON: 100 m2, 100.000 F.

BELLE FERME: 8 pces, cuisine, salle de bains, 100 m2, 100.000 F.

PROCHE VENDOME: 100 m2, 100.000 F.

80 km PARIS N-O: Ancien moulin, 100 m2, 100.000 F.

terrains

Terrains CU 2/3, plus 1 h. plages Gironde-Landes.

A 15 KM de MONTARGIS: Terrain à bâtir, 100 m2, 100.000 F.

TERRAIN A BATIR: 100 m2, 100.000 F.

CRÉPIERES (71), 30 km Paris: Terrain à bâtir, 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

pavillons

MONTENAY-SOUS-BOIS: URGENT, 100 m2, 100.000 F.

ENJOIGNY: Pav. excell. constr., 100 m2, 100.000 F.

A 15 KM de MONTARGIS: Terrain à bâtir, 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

viagers

LA VARENNE: Résidence VIAGERS OCCUPES, 100 m2, 100.000 F.

PLACE DES TERRES: Bel imm., pierre de taille, 100 m2, 100.000 F.

LA VARENNE: Résidence VIAGERS OCCUPES, 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

VERVINS: 100 m2, 100.000 F.

les annonces classées du Monde sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 heures à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 heures au 296-15-01

MOTS: 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

châteaux: 35 km PARIS OUEST Superbe CHATEAU, 2 Pav., 1.900.000 F. - 15 HA

forêts: YVONNE 180 km PARIS FORET 12 ha de forêt, 100.000 F.

chasse-pêche: AYALLON (Yonne) 2 hectares de forêt, 100.000 F.

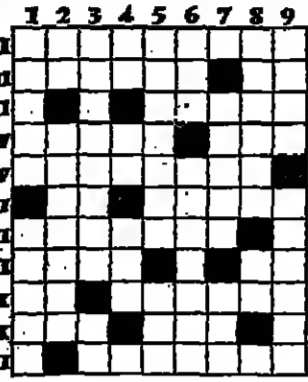
OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication: Vente au Palais de Justice à Bobigny, le mardi 21 février 1978, à 15 h. 30

La Bonne Ouvrière les: 48% des Français sont déjà prêts Pour qu'on les

كذا من الأصل

MOTS CROISÉS Journal officiel

PROBLEME N° 1983



VERTICALEMENT

1. Donne droit au chapitre; Démonstratif. — 2. Tous ceux à qui on prête volontiers ce qu'on avance; Gagneraient peut-être à être groupés. — 3. Tourment autour des étoiles; Divinité. — 4. Symbole; A droite de l'Aale; Fin de participa. — 5. Bâilleuses de fonds; Ne songez pas à occuper le théâtre de ses exploits à l'instant d'en être congédiés. — 6. Fonça; Briser un mouvant miroir. — 7. Avaient du pain sur la planche; Fouesse un cri. — 8. Sont à la disposition de ceux qui ont envie d'aplanir; Quelques secousses préviennent à sa chute. — 9. Est fort convenable; Dignité.

Solution du problème n° 1982

Horizontalement

I. Tendait. — II. Evadé; Eon. — III. Res; Ralce. — IV. Ensal-gner. — V. Etéent. — VI. Neuve. — VII. Cahn; Are. — VIII. Roquia. — IX. Lée; Est. — X. Senis; RA. — XI. Essizer.

Verticalement

1. Térés; Celse. — 2. Ewent; Je. — 3. Nise; Irène. — 4. D.D.; Et; Nois. — 5. Adrien; IT. — 6. Agneau; SI. — 7. Teintures (cheveux). — 8. Ode; Vétère. — 9. Nerve; Star.

GUY BROUTY.

Sont publiés au Journal officiel du 9 février 1978 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret n° 75-331 du 12 avril 1975 relatif à la taxe parafiscale affectée à la formation professionnelle des collaborateurs d'architectes;

● Modifiant le décret du 7 octobre 1980 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 80 du code de commerce et de la loi du 28 mars 1985 sur les marchés à terme;

● Relatif au statut du personnel des cadres administratifs, pédagogiques et scientifiques de l'Institut national de documentation pédagogique et de perfectionnement et distribution des moyens d'enseignement (Institut pédagogique national);

● Modifiant le décret n° 88-87 du 10 janvier 1988 relatif au recrutement et à l'avancement des personnels d'encadrement et d'exécution des services de pharmacie, de laboratoire et d'électroradiologie dans les établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics.

UN ARRETE

● Concernant les règles générales d'attribution des aides instituées en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés.

loterie nationale Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

Table with columns: TERMI-MAISON, FINALES et NUMEROS, GROUPES, SOMMES A PAYER, and corresponding values for terms 1 through 7.

TRANCHE DES ORANGERS TIRAGE DU 8 FEVRIER 1978 PROCHAIN TIRAGE LE 15 FEVRIER 1978 à ALBERTVILLE (Savoie)

LOTO 5 8 10 11 27 33 TIRAGE No. 6 NUMERO COMPLEMENTAIRE 47 PROCHAIN TIRAGE LE 15-FEVRIER 1978 VALIDATION JUSQU'AU 14 FEVRIER APRES-MIDI

Pellicules: ne laissez pas tomber.

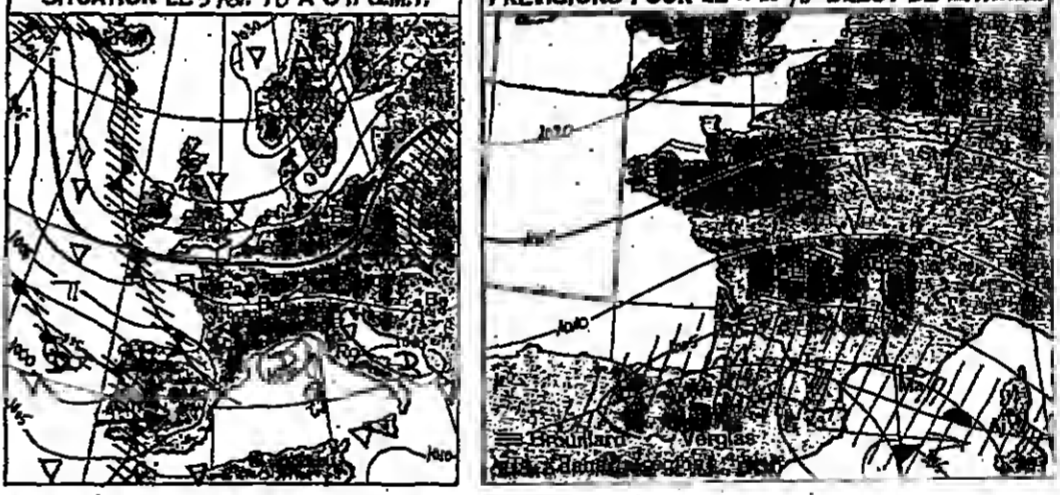


SPECIAL LOANEMENT La Banque Populaire ouvre les portes du crédit.

48% des Français sont déjà propriétaires. Pourquoi pas vous? Les prêts conventionnés de la Banque Populaire permettent au plus grand nombre d'acheter ou de faire construire leur résidence principale. Entrez donc.



MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 9 février à 9 heures et le vendredi 10 février à 24 heures. Les hautes pressions qui persisteront sur le nord de l'Europe mal-tendront sur la France un courant de secteur nord-est à est, mais les perturbations atlantiques qui pénétreront sur la péninsule ibérique progresseront vers le Bassin méditerranéen et déborderont sur nos régions méridionales en y apportant une aération.

Bulletin d'enneigement: Renseignements communiqués par le Comité des stations françaises de sports d'hiver. Table with columns for stations and snow depth.

régions

Corse

Le conseil régional de l'île va être « élargi »

De notre correspondant

Ajaccio. — Les conseillers régionaux et généraux de la gauche se sont abstenus d'assister à la réunion d'information générale organisée le 8 février à la préfecture, sous la présidence de M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre...

Ile-de-France

Un arrêté du maire de Paris

MONS DE DÉSORDRE DANS LES TRAVAUX DE VOIRIE

Le Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris du 4 février publie un arrêté du maire concernant la programmation des travaux de voirie dans la capitale...

Naissance d'un nouveau quartier à Cergy-Pontoise

Par vingt-deux voix contre quinze et une abstention, le syndicat communautaire d'aménagement de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), vient d'approuver le programme définitif de la ZAC de Cergy-Pontoise...

Le second programme adopté le 30 janvier comprend trois mille sept cents logements, dont 35 % de maisons individuelles...

A PROPOS DE...

Une décision judiciaire à Caen

CHÈRES INONDATAIONS

Personne n'est responsable des intempéries, mais on peut — et on doit — se prémunir contre leurs conséquences, ainsi que le montre une récente décision du tribunal administratif de Caen...

Celui-ci vient de déclarer que l'Etat et la ville étaient responsables pour moitié des dégâts causés à plusieurs pavillons par des pluies torrentielles survenues en août 1975...

Plusieurs habitants de la ville avaient déposé une requête auprès du tribunal administratif pour obtenir réparation des dommages qu'ils avaient subis après l'inondation de leur pavillon...

Dans l'un des cas, le tribunal a considéré que les travaux réalisés avaient modifié l'état naturel des lieux et aggravé les conséquences des sinistres...

Pour deux autres inondations, c'est le défaut d'entretien des bouches d'égoût qui a été retenu à l'encontre de la ville de Caen...

Languedoc-Roussillon

LE CARNAVAL OCCITAN DE MONTPELLIER N'AURA PAS LIEU

Le carnaval de Montpellier, qui devait se tenir du 8 au 12 février, n'aura pas lieu. L'association Argenteat, qui est une association occitane montpelliéraine...

SPORTS

FOOTBALL

LE MATCH NUL (2 A 2) DE LA FRANCE CONTRE L'ITALIE Un bon résultat en vue du prochain rendez-vous en Coupe du monde

Naples. — Dans le même temps où les clubs engagés dans les compétitions européennes sacrifient de plus en plus à l'espionnage de leurs adversaires, le maintien de la rencontre Italie-France fixée à Naples le 8 février...

Un bon résultat en vue du prochain rendez-vous en Coupe du monde, pouvait paraître paradoxal. Heureusement pour l'infatigable des circonstances, les deux sélections ont empêché les deux sélections de cacher leur jeu...

Comme à Rio-de-Janeiro, les footballeurs français ont démontré à Naples qu'ils avaient des ressources assez exceptionnelles pour remonter un handicap de deux buts sur le terrain d'équipes comme le Brésil ou l'Italie...

AMERIQUE avec LOFTLEIDIR. NEW YORK 1650 F\*. CHICAGO 1745 F\*. Des tarifs réduits pour les vols transatlantiques.

Echappés à la confusion tarifaire actuelle vers l'Amérique en choisissant LOFTLEIDIR qui reste l'une des solutions les plus économiques. New York aller-retour F. 1650. Chicago aller-retour F. 1745.

LOFTLEIDIR ICELANDIC. 32, rue du 4-Septembre, 75002 Paris. Les vols sont réservés par LOFTLEIDIR pour les voyages de longue durée.

Aquitaine

DEUX ENQUÊTES D'UTILITÉ PUBLIQUE ANNUÉES À PAU

Deux enquêtes d'utilité publique concernant la construction d'un port de plaisance et d'une cité lacustre ont été annulées, le 7 février, par le tribunal administratif de Pau (Pyrénées-Atlantiques).

Le port d'Albret, créé sur l'initiative de la mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine prévoit, sur une superficie totale de 244 hectares, la création d'un plan d'eau salée de 60 hectares, des plages sur les rives et des centres d'hébergement pour quinze mille lits.

LE DÉBAT POLITIQUE. Mitterrand : le gouvernement pour défendre... ANJONCTURE. REPRISE MODERÉE DE L'ACTIVITÉ. FOOTBALL. LE MATCH NUL (2 A 2) DE LA FRANCE CONTRE L'ITALIE.

ASSURANCE. SOCIÉTÉS. CIVILE. Assurance des biens, des véhicules, des biens professionnels. Société civile pour la gestion de biens communs.

سكزا من الأصل







5000000000

INGER

DUR LE GOUVERNEMENT... Mais exceptionnel de limiter... rs revendications salariales

CIÉTÉS L'ÉNERGIE

oupe Société Générale

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 8 FÉVRIER

Nouvelle avance

Atteint par le reprise du franc et la perspective d'un son à 9 mois dépréciable à la majorité des cours s'est poursuivie mercredi à la Bourse de Paris. Motifs fort que la veille, le mouvement négatif s'est légèrement amplifié durant la séance avant de se valentier et en clôture l'Indicateur boursier enregistrait un gain positif de 1,2 %.

Il s'est transmis à presque tous les compartiments y compris aux magasins et à la construction mécanique délaissés la veille, les plus en fibres restent toujours l'élémentaire et le matériel électrique. Bref, encore une bonne séance, cette nouvelle avance des cours portant à plus de 4 % en quarante-huit heures la hausse des valeurs françaises.

Bien peu autour de la corbeille, cependant, occupent à la commission de cette hausse, objet de la loi, et à son tour des élections législatives le moins d'éléments peut précéder la Bourse dans la dépression. A priori, les faibles courants d'échanges entraînent, pour les personnes, du moins dans la clientèle particulière, ne veulent s'assurer à prendre le moindre risque. Mais les opérations de placement collectif sont restées pratiquement dans l'ombre. Ajoutons que les boursiers attendent la déclaration sur l'impôt sur le revenu que M. François Mitterrand devrait prononcer dans l'après-midi.

La baisse de l'or et de ses ateliers s'est accentuée. Le spot a perdu 0,95 F à 2870 F (après 2872 F), le napoléon 9,90 F à 290,10 F et la vente à 1/2 % 1973 encore plus de 1 %.

Aux valeurs étrangères, le fait saillant a été le vif recul des valeurs d'or. Relations fermées des américaines. Peu de changement par ailleurs.

LONDRES

La modération des revendications salariales formulées par les syndicats des mineurs favorise une reprise jeudi matin. L'indice des industriels progresse de 3 points, à 476,8. Hausse des pétroles et des fonds d'Etat. Erreurs dans les mises d'or.

Table with columns: Valeurs, Clôture, Cours, Dernier cours. Lists various market indicators and prices.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS
SABLIÈRES DE LA STINE... L.T.T. - Résultats records pour 1977...

BOUSSELOUX - D'après les dernières indications, le bénéfice consolidé après impôts pour 1977 serait de l'ordre de 42 millions de francs...

AMREP - Le bénéfice consolidé pour 1977 sera voisin de 60 millions de francs contre 25 millions de francs en 1976...

NEW-YORK

Nouveaux avancements
Malgré l'apparition tardive de quelques ventes bénéficiaires, la tendance est restée bien orientée mercredi à Wall Street, l'indice des industriels s'établissant en clôture à 723,96, soit à 8,21 points au-dessus de son niveau précédent. Plus significatif de cette tendance a été le nombre de hausses relevées (200) comparé à celui des baisses (120). L'activité a été nettement accrue: 21,30 millions de titres ont changé de mains contre 14,73 millions la veille (sans compter d'une heure).

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various market indicators and prices.

INDICES QUOTIDIENS
(INSX, Base 100 le 30 déc 1977)
Valeurs françaises: 287,47
Valeurs étrangères: 100,00

Taux du marché monétaire
Effets à 90 jours: 10,14 %
COURS DU DOLLAR A TOKYO
1 dollar par yen: 241,52

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stock prices and market indicators.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stock prices and market indicators.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stock prices and market indicators.

BOURSE DE PARIS - 8 FÉVRIER - COMPTANT

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stock prices and market indicators.

MARCHÉ A TERME

Table with columns: Valeurs, Précéd., Dernier cours. Lists various market indicators and prices.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: Valeurs, Précéd., Dernier cours. Lists various market indicators and prices.

COTE DES CHANGES

Table with columns: Valeurs, Précéd., Dernier cours. Lists various market indicators and prices.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: Valeurs, Précéd., Dernier cours. Lists various market indicators and prices.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: Valeurs, Précéd., Dernier cours. Lists various market indicators and prices.

